UCL Université catholique de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)
Ecole des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

Le déclin relatif des États-Unis face à la montée en puissance de la Chine : stratégies et intérêts compétitifs en Asie-Pacifique

Mémoire réalisé par
Lucas Andrieux

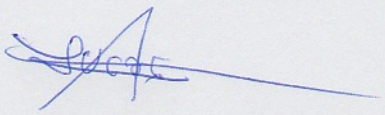
Promoteur
Tanguy Struye de Swielande

Lecteur
Amine Ait-Chaalal

Année académique 2017-2018
Master en Sciences Politiques, orientation Relations Internationales à finalité Diplomatie et Résolution des conflits

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »



Remerciements

Je remercie ma mère pour avoir relu et corrigé mon travail, mon frère et mon père pour m'avoir soutenu et encouragé tout au long de cette épreuve. Je remercie aussi mon amie Isis pour son soutien et le dépôt de mon travail à Louvain-la-Neuve. Enfin, je remercie mon promoteur, Tanguy Struye de Swielande, pour ses conseils et précisions, et Amine Ait-Chaalal, pour la lecture et les éventuelles remarques concernant ce mémoire.

Table des matières

Introduction **3**

Chapitre 1 : Introduction théorique **8**

1. Une remise en cause de la balance of power **8**

2. Présentation de la théorie de la transition de puissance **10**

3. Un ordre international hiérarchisé **12**

4. Différentes variables et implications **13**

5. Approche critique de la théorie **15**

Chapitre 2 : Le déclin relatif des États-Unis face à la montée en puissance de la Chine **18**

1. Le rapport de force économique **18**

2. Le rapport de force militaire **21**

Chapitre 3 : Stratégies de la Chine et des États-Unis en Asie-Pacifique **28**

1. Une puissance chinoise révisionniste **28**

B. Stratégie de la Chine au niveau régional 32

C. Stratégie au niveau militaire 38

2. Comment les États-Unis répondent au défi posé par la montée en puissance de la Chine au niveau régional ? **42**

A. Le projet de l'Accord de Partenariat Transpacifique (*TPP*) 43

B. Le Repositionnement militaire et stratégique 47

Chapitre 4 : Compétition régionale entre la Chine et les États-Unis **54**

1. Le jeu triangulaire en Asie-Pacifique **54**

2. Compétition en mer de Chine **59**

Conclusion **66**

Bibliographie **71**

Introduction

En 1958, Abramo Filmo Kenneth Organski (1923-1998) s'interrogeait sur l'évolution future de la puissance chinoise en dressant pour l'époque une conclusion assez étonnante : *"The question is not whether China will become the most powerful nation on earth, but rather how long it will take her to achieve this status*[1]*."* En analysant la puissance potentielle de Pékin et en se basant notamment sur sa démographie, l'auteur américain lui prédisait un grand avenir. 60 ans plus tard, la Chine est désormais la 2ème puissance mondiale, et semble à même de devenir la première puissance économique dans les prochaines décennies, au vu de l'évolution actuelle du rapport de force avec les Etats-Unis. Sur le plan économique, l'expansion de la Chine est impressionnante depuis les années 1980, et inédite dans son ampleur, avec une croissance économique soutenue dans un large intervalle de temps. Pékin affiche toutefois un retard conséquent avec Washington sur le plan du rapport de force militaire à l'échelle systémique.

L'objectif de ce travail n'est pas de déterminer si la Chine deviendra dans les prochaines décennies la première puissance mondiale. Cette analyse vise plutôt à éclairer la dynamique en cours, et à donner des clés visant à comprendre les stratégies de Pékin et de Washington quand à l'évolution de la distribution relative de puissance, et leurs stratégies respectives en Asie-Pacifique. Ce travail se concentrera sur l'étude des intérêts compétitifs de la Chine et des États-Unis, principalement dans la région Asie-Pacifique. Ce cadre d'analyse ne signifie pas que la relation sino-américaine se caractérise seulement par une compétition exclusive. Les États-Unis et la Chine ont des intérêts communs, et plusieurs menaces pèsent sur les deux États, comme la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, ou encore le changement climatique[2]. Ce travail n'est donc pas une analyse exhaustive des relations sino-américaines, mais plutôt une étude de la dimension compétitive de la relation, en s'interrogeant sur l'évolution de la puissance relative et les intérêts exclusifs des deux acteurs dans la région Asie-Pacifique. L'approche choisie est donc éminemment réaliste. Si les intérêts communs de la Chine et des États-Unis pourraient être étudiés à travers la perspective libérale, la compétition entre les deux acteurs est largement issue

[1] Ronald L. Tammen, « The Organski Legacy: A Fifty-Year Research Program », *International Interactions*, décembre 2008, Volume 34, Numéro 4, pp. 314-315.
[2] Graham Allison, *Destined for war*, New York : Houghton Mifflin Harcourt, 2017, pp. 227-231.

de considérations réalistes[3], ce qui en fait la cadre d'analyse le plus pertinent pour cette étude. On observe également ces dernières années, un essor de la dimension compétitive des relations sino-américaines, au détriment du caractère coopératif :

« (…) while both cooperation and competition exist in Sino-US interactions in the [Asia Pacific], it is competition that is intensifying. (…) although the theoretical framework underpinning the mutual interactions refects both liberal cooperation and realist competition, on balance the latter predominates over the former, suggesting that relations between a rising power and a hegemonic power in the Asia Pacific are increasingly informed by realist thinking[4] ».

Cette analyse se base principalement sur la théorie de la transition de puissance, élaborée par Organski en 1958, et affinée par la suite. Cette théorie constitue, avec celle de l'équilibre des forces, les principaux outils théoriques s'intéressant au lien entre la distribution relative de puissance et l'avènement de guerres au sommet de la hiérarchie internationale. Selon la transition de puissance, la paix a le plus de chances d'être préservée lorsque la puissance dominante dispose d'un large avantage de puissance sur le potentiel challenger[5]. Par puissance dominante, on entend un État qui est plus puissant que tous les autres pris individuellement, comme les États-Unis actuellement. Par potentiel challenger, on fait référence à un État moins puissant mais qui pourrait ou qui est en train de rattraper l'État dominant en terme de puissance relative. La Chine est désormais l'État le mieux placé pour remettre en cause la suprématie américaine. La théorie postule que le risque de conflit augmente lorsqu'on a un rattrapage du challenger sur la puissance dominante. Le système est considéré comme encore plus instable si le challenger est révisionniste, c'est à dire si il souhaite remettre en cause le statu quo.

A l'origine, Organski appliquait sa théorie à l'échelle mondiale, mais celle-ci peut tout à fait être transposée à d'autres niveaux d'analyse[6]. Dès 2002, Douglas Lemke propose un élargissement de la transition de puissance, dans une théorie intitulée *the multiple hierarchy model*[7]. Reprenant la même classification pyramidale qu'Organski, l'auteur introduit une multitude de sous-systèmes régionaux, qui fonctionnent de la même manière que le sommet de la hiérarchie internationale. Dès lors, les relations régionales ou locales sont caractérisées par un État dominant, qui tire des bénéfices de la situation actuelle, et qui souhaite donc préserver cet ordre régional ou local[8]. Lorsqu'un État régional considéré comme révisionniste rattrape la puissance de la

---

[3] Wu Xinbo, « Cooperation, competition and shaping the outlook: the United States and China's neighbourhood diplomacy », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, p. 850.
[4] Idem, p. 864.
[5] A. F. K. Organski, *World Politics*, New York : Knopf, 1968(2ème ed), 509 p.
[6] Douglas Lemke, *Regions of War and Peace*, Cambridge University Press, 2004, 254 p.
[7] Idem, p. 48.
[8] Idem, p. 49.

nation dominante, le système est considéré comme instable. A l'inverse, la paix a le plus de chance d'être préservée dans la situation où l'État régional dominant dispose d'un large avantage de puissance. On retrouve donc la même logique que la théorie originale de la transition de puissance, seulement celle-ci est élargie à d'autres niveaux d'analyse[9].

En Asie-Pacifique, la dynamique d'interaction de la Chine et des États-Unis illustre la théorie de la transition de puissance, appliquée au niveau régional. Tandis que Pékin vise à contrôler progressivement son environnement régional et à étendre son influence dans la région, projetant de devenir à terme la puissance dominante en Asie-Pacifique, Washington tente de préserver le statu quo afin de rester la puissance dominante au niveau géostratégique. On a donc une puissance dominante qui vise à pérenniser son statu au niveau régional, face à une puissance chinoise révisionniste qui remet en cause le statu quo de manière progressive mais certaine[10]. Selon la théorie de la transition de puissance, cette configuration est instable, puisqu'on est dans la situation où la probabilité d'une guerre hégémonique entre la Chine et les États-Unis est la plus élevée.

Dans une partie introductive, on présentera tout d'abord la théorie de la transition de puissance. Celle-ci présente un intérêt analytique pour notre analyse, et participe à la structuration de notre plan d'analyse. On verra brièvement pour quelles raisons Organski a choisi de rejeter la principale théorie s'intéressant au lien entre l'avènement de guerre et la distribution relative de puissance, à savoir la théorie de l'équilibre des forces. Les critiques formulées à l'époque par Organski semblent toujours pertinentes pour remettre en cause cette théorie, et justifier le choix de notre analyse d'utiliser la théorie de la transition de puissance, et non pas celle de l'équilibre des forces. On verra aussi brièvement sur quelle analyse historique s'appuie la théorie pour justifier son postulat, et quelles sont ses deux variables principales.

La première partie de notre travail s'intéressera ensuite à la première variable de la transition de puissance, c'est-à-dire à l'analyse de la distribution relative de puissance, qu'on applique ici à la Chine et aux États-Unis. L'objectif est d'analyser le rapport de force économique et militaire entre les deux acteurs, afin de préciser si l'on fait face à une dynamique de transition de puissance. Comme précisé auparavant, cette analyse ne vise pas à déterminer qui sera, entre la Chine et les États-Unis, la puissance dominante dans les prochaines décennies, puisque trop d'incertitudes pèsent sur cette

[9] Ibid.
[10] Zack Cooper, « Getting Serious About Strategy in the South China Sea », *Naval War College Review*, 2018, vol. 71, no. 1, pp. 13-32.

question. On cherchera plutôt à caractériser le rapport de force actuel au niveau économique et militaire, en veillant à analyser l'évolution de celui-ci au cours des dernières décennies. Bien évidemment, le rapport de force entre la Chine et les États-Unis ne se limite pas seulement à la sphère économique et militaire. L'analyse comparée du *soft power* ou encore l'étude de la démographie constituent par exemple d'autres sources de puissance. Par souci de concision et de clarté, nous nous limiterons ici à l'étude du rapport de force économique et militaire qui constituent les deux principales sources du *hard power*[11].

La deuxième partie de notre travail analysera les stratégies respectives de la Chine et des États-Unis quand à l'évolution du rapport de force en Asie-Pacifique. Une première sous- partie s'intéressera aux ambitions chinoises et à la stratégie de Pékin, tandis que la deuxième sous-partie analysera la volonté du Pentagone de contrebalancer la montée en puissance de la Chine au niveau régional. Cette deuxième partie renvoie à la seconde variable de la théorie de la transition de puissance, le caractère révisionniste ou non du challenger. On verra comment la Chine peut être qualifiée de puissance révisionniste, du moins au niveau régional, et comment l'attitude des États-Unis est caractéristique de l'approche de la puissance dominante, qui vise à préserver le statu quo et son leadership régional.

La première sous-partie s'intéressera donc à la perspective chinoise, en cherchant à éclairer les aspirations du leadership communiste quand à l'évolution du rapport de force avec les États-Unis. Le rêve chinois de Xi Jinping sera analysé à travers le prisme réaliste, ou l'aspiration de la Chine à devenir la première puissance mondiale d'ici 2049, date du 100ème anniversaire de la création de la république populaire de Chine (RPC). On analysera ensuite la stratégie de la Chine au niveau régional, qui se caractérise pour le moment par la volonté de stabiliser sa périphérie immédiate, mais aussi par l'ambition de contrôler son environnement régional, le long des différentes lignes de défense, de la mer de Chine jusqu'à l'océan Pacifique. On verra ici que l'on peut considérer la Chine comme une puissance révisionniste, puisque les actions de Pékin en mer de Chine ou encore son ambition de contrôler les différentes lignes de défense dans la région illustrent cette volonté de remettre en cause le statu quo.

On analysera ensuite une composante essentielle de la stratégie militaire chinoise, qui met l'accent sur les capacités asymétriques, ou la stratégie militaire dite du déni d'accès. Celle-ci est intéressante à développer puisqu'elle a été forgée en partie par

[11] Robert Frank, *Pour l'histoire des relations internationales*, Presse Universitaires de France, 2012, pp. 152-158.

la menace perçue de la puissance américaine, dès la crise du détroit de Taïwan en 1996. L'investissement de la Chine dans le développement de cyber-armes sera aussi abordé, puisque celui-ci vise en partie à exploiter les vulnérabilités technologiques des États-Unis.

La deuxième sous-partie analysera la stratégie américaine quant à l'évolution du rapport de force avec la Chine en Asie-Pacifique. On verra comment plusieurs initiatives américaines de l'administration Obama visent à contrebalancer la montée en puissance de la Chine, et à préserver le statut de puissance dominante des États-Unis dans la région. Le *Pivot vers l'Asie*, initiative phare de l'administration Obama, sera présenté en détail, puisqu'il illustre clairement cette motivation[12]. Au niveau économique, on reviendra sur le projet de l'Accord de Partenariat Transpacifique ou *Trans-Pacific Partnerhip* (*TPP*). On verra comment le Pentagone souhaitait, à travers ce projet, pérenniser son statut de puissance dominante dans la région, et ne pas laisser la Chine écrire les règles en matière de commerce[13]. Enfin, on verra comment le *Pivot vers l'Asie* s'est concrètement mis en place au niveau géostratégique, avec un repositionnement des forces militaires du Pentagone en Asie-Pacifique, et un élargissement des partenariats stratégiques et de défense avec les États de la région.

La troisième et dernière partie de ce travail présentera deux zones de compétition entre la Chine et les États-Unis, afin d'illustrer les stratégies des deux acteurs au niveau régional. On verra comment se caractérise la compétition entre Washington et Pékin avec les États d'Asie-Pacifique, où l'on observe un jeu triangulaire entre les deux acteurs, et on analysera ensuite l'enjeu de la mer de Chine. A nouveau, l'étude de ces deux zones de compétition ne signifie pas qu'il n'existe pas d'autres domaines empreints de rivalités, comme par exemple la question de Taïwan, les enjeux commerciaux, ou encore le « problème » nucléaire nord- coréen. Par souci de concision et de clarté, cette analyse se limitera à l'étude du jeu triangulaire entre la Chine et les États-Unis en Asie-Pacifique, ainsi qu'à l'enjeu de la mer de Chine.

---

[12] Cette initiative n'est pas seulement issue de la volonté de contrebalancer l'influence de la Chine au niveau régional (cf. infra), mais celle-ci constitue toutefois une des motivations principales du *Pivot vers l'Asie*.

[13] Ren Xiao, « US Rebalance to Asia and responses from China's research community », *Orbis*, avril 2017, vol. 61, No. 2, p. 245.

Chapitre 1 : Introduction théorique

La théorie de la transition de puissance a été élaborée en 1958 par Abramo Filmo Kenneth Organski dans son ouvrage *World Politics*. Si celle-ci est souvent associée au réalisme, on trouve plusieurs différences notables avec celui-ci. Tout d'abord, cette théorie considère plus les relations internationales comme un système hiérarchisé que comme anarchique[14]. Les États sont organisés au sein d'un ordre pyramidal reflétant leur puissance individuelle. La structure n'est pas figée et la distribution de puissance relative est en permanente évolution. Une autre différence importante avec le réalisme classique est que, selon Organski, les États ne sont pas uniquement intéressés par la maximisation de leur puissance[15] (*cf. infra*). La théorie souligne également l'importance d'un ordre international, qui génère des bénéfices et de la satisfaction au sein des relations internationales. Dès lors, certains considèrent que la transition de puissance « incorpore des éléments du libéralisme, du néolibéralisme voire même du constructivisme[16] ». La théorie reste toutefois réaliste, puisqu'elle est stato-centrée et s'intéresse à la distribution de puissance.

1. Une remise en cause de la balance of power

Lorsque Organski formule la transition de puissance, la théorie dominante est la *balance of power* ou théorie de l'équilibre des forces. Pour rappel, la *balance of power* estime que le risque de conflit est réduit lorsque deux États ou coalitions ont une puissance relative semblable. Le système est considéré comme relativement stable lorsqu'il n'y a pas de déséquilibre de puissance entre ces deux coalitions d'États, même si ces dernières sont antagonistes. A l'inverse, la théorie considère que la probabilité de conflit augmente lorsqu'une nation, ou coalition d'États, dispose d'un large avantage relatif de puissance sur l'adversaire potentiel. On a donc une conclusion radicalement opposée à la théorie de la transition de puissance, puisque celle-ci estime justement l'inverse.

[14] Carsten Rauch, « A tale of two power transitions: Capabilities, satisfaction, and the will to power in the relations between the United Kingdom, the United States, and Imperial Germany », *International Area Studies Review*, septembre 2017, vol. 20, no. 3, p. 203.
[15] Ronald L. Tammen, *op.cit.*, pp. 317-318.
[16] Idem, p. 318.

Dans son ouvrage *World Politics*, Organski remet en cause la théorie de la *balance of power*, et explique la nécessité de développer une théorie qui offre un meilleur cadre d'analyse pour étudier le lien entre la distribution relative de puissance et l'avènement de guerres hégémoniques. L'auteur critique tout d'abord la conclusion principale de la *balance of power* qui implique que la paix a le plus de chances d'être préservée lorsqu'il existe un équilibre des forces entre grandes puissances. Selon Organski, cette conclusion est fausse sur le plan historique, mais aussi absurde dans sa logique[17]. L'équilibre relatif de la puissance respective est pour lui le seul moment où les deux États (ou coalitions) peuvent tous deux penser gagner la guerre. Ils seront dès lors plus enclins à engager un conflit que si ils pensent n'avoir aucune chance de le gagner. A l'inverse, si l'un des deux camps dispose d'une puissance relative bien plus faible que son adversaire potentiel, il ne serait pas avisé pour lui d'engager une guerre qui serait synonyme de défaite.

Organski souligne également une apparente contradiction au sein de cette théorie. La *balance of power* précise que les États recherchent en premier lieu à maximiser leur puissance. Le système s'équilibre néanmoins en raison de la diversité d'États qui sont en compétition permanente, et qui ne vont pas laisser une nation imposer ses ambitions hégémoniques[18]. En somme, la multiplication des intérêts individuels mène à l'intérêt commun, et le système est censé se réguler de lui-même. Organski remarque cependant que la théorie introduit un concept, celui de *balancer*, qui est en contradiction avec cette hypothèse. Le terme renvoie à un État relativement puissant qui, lorsqu'un déséquilibre de puissance survient, va se ranger du côté de la coalition la moins puissante afin de préserver l'équilibre des forces. Selon Organski, l'existence même du *balancer* contredit l'hypothèse d'autorégulation du système[19]. De plus, alors que la théorie postule que les États recherchent à maximiser leur puissance, la *balance of power* précise que le *balancer* va rejoindre la coalition la moins puissante. Organski souligne ici une nouvelle contradiction. Si le *balancer* était intéressé principalement par la maximisation de sa puissance, pourquoi irait-il se ranger du côté de la coalition la moins puissante ?

Organski remet aussi en cause l'hypothèse de la *balance of power* qui implique que les États sont principalement motivés par des considérations en terme de puissance. Selon la théorie, les États peuvent changer d'alliances quand ils le souhaitent afin de

[17] Idem, p. 294.
[18] Idem, p. 279.
[19] Idem, p. 287.

préserver l'équilibre des forces[20]. Dès lors, les considérations en terme de puissance relative sont le principal facteur motivant le comportement d'un État. Organski estime quant à lui que les nations ont des intérêts bien plus complexes, et sont parfois liées mutuellement dans des relations difficilement réversibles. L'interdépendance économique a par exemple renforcé les liens entre les États. Certains facteurs culturels doivent également être pris en compte. En somme, Organski rejette l'hypothèse estimant que les nations n'ont pas de liens permanents en précisant que l'on évolue vers une interdépendance croissante qui rend plus difficile la volatilité des alliances et la liberté de mouvement des acteurs.

L'ensemble de ses critiques amène Organski à rejeter la théorie de la *balance of power*. Selon l'auteur, plusieurs éléments permettent de juger d'une « bonne théorie »[21]. Celle-ci doit tout d'abord clairement définir ses concepts et être logique et cohérente dans son argumentation. La théorie doit également « être en accord avec les événements actuels » mais aussi offrir la meilleure explication de ces derniers[22]. Pour Organski, l'insuffisance de cette théorie nécessite de développer un autre outil théorique, qui s'intéresse au lien entre la distribution relative de puissance et l'avènement de guerres à l'échelon supérieur de la hiérarchie internationale.

2. Présentation de la théorie de la transition de puissance

La théorie de la transition de puissance a été élaborée à la suite d'une analyse historique des changements de leadership au sommet de la hiérarchie internationale. La méthode employée pourrait être résumée ainsi. On s'intéresse aux changements relatifs en terme de puissance entre la nation dominante et les grandes puissances. On cherche à déterminer si des transitions ont eu lieu à l'échelon supérieur de l'ordre international depuis la révolution industrielle. Il s'agit de repérer si des mécanismes récurrents se retrouvent à travers l'histoire. Selon Organski, il est probable que ces derniers se répètent à l'avenir[23]. L'analyse historique permettrait donc de mieux comprendre le futur.

L'analyse historique des transitions de puissance élaborée par Organski ne sera pas ici abordée en détail. Les éléments essentiels de l'interprétation de l'auteur peuvent néanmoins être résumés ainsi. A la fin de la période préindustrielle, la France était la

[20] Idem, p. 290.
[21] Idem, p. 284.
[22] Idem, p. 301.
[23] Idem, p. 355.

nation dominante[24]. On entend par dominante, un État qui est plus puissant que tous les autres pris individuellement. Au début de la deuxième période, l'Angleterre, première nation à s'industrialiser, rattrape la puissance de la France. Plusieurs guerres opposeront les deux États, et la France sera « définitivement battue lors des guerres napoléoniennes[25] ». L'Angleterre devient alors la puissance dominante, et son hégémonie se renforce au cours du 19ème siècle. L'avantage relatif dont dispose Londres se réduit progressivement à partir de 1850, puisque d'autres nations s'engagent dans un processus d'industrialisation. Parmi elles, on retrouve les États-Unis et l'Allemagne. Ces deux États sont considérés par Organski comme des challengers potentiels, puisque de par le développement de leur puissance respective, ils fragilisent la suprématie relative de l'Angleterre. L'auteur explique ensuite comment les États-Unis sont devenus la puissance dominante au début du 20ème siècle[26], et comment des nations révisionnistes comme l'Allemagne et le Japon sont venues remettre en cause l'ordre international établi.

Cette analyse historique amène l'auteur aux conclusions suivantes. L'Angleterre est devenue la puissance dominante en raison de son industrialisation avancée[27]. D'autres nations se sont ensuite industrialisées et sont venues remettre en cause le leadership de la puissance dominante. On peut ici citer l'Allemagne, le Japon, les États-Unis, et plus tard l'URSS. Le challenger peut donc venir de l'ordre international de la puissance dominante (États-Unis) ou bien souhaiter établir un ordre international concurrent (Allemagne, Japon, URSS, Chine).

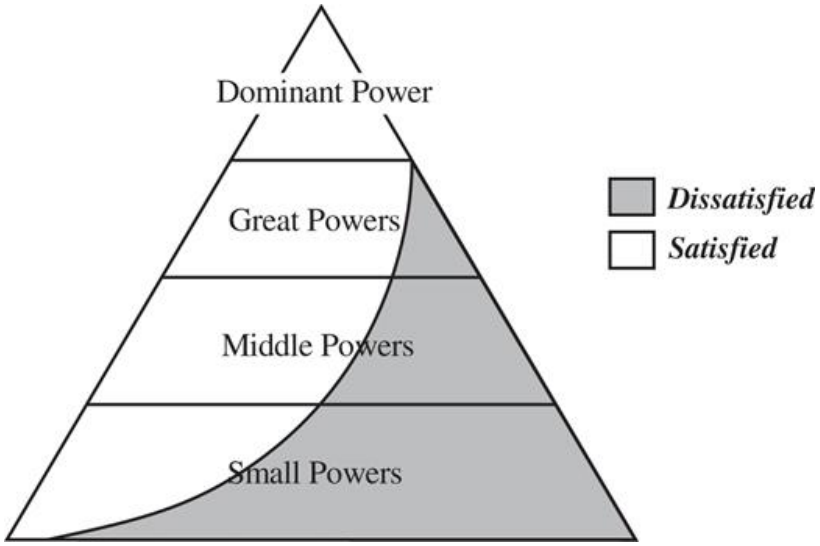
Autre conclusion avancée par Organski : la distribution relative de puissance depuis la période industrielle est caractérisée par une « prépondérance de puissance de la part de la puissance dominante et ses alliés[28] ». Selon l'auteur, les périodes de relatif équilibre des forces entre grandes puissances ont quant à elles mené à des conflits sanglants. Pour justifier cette conclusion, la théorie se base sur l'analyse de la guerre franco-prusse de 1870, la guerre russo-japonaise de 1905, ou encore sur l'analyse des deux guerres mondiales. La théorie estime donc qu'il faut éviter une situation où la puissance dominante et le challenger ont une puissance relative semblable, puisque celle-ci favorise l'avènement de guerres. A l'inverse, la paix a le plus de chances d'être préservée lorsque la puissance dominante dispose d'un large avantage de puissance sur tout autre État pris individuellement.

---

[24] Idem, p. 355.
[25] Ibid.
[26] Idem, pp. 356-360.
[27] Idem, p. 361.
[28] Idem, p. 363.

3. Un ordre international hiérarchisé

Figure 1 : La hiérarchie internationale selon Organski[29]



Selon la théorie de la transition de puissance, les relations intraétatiques sont caractérisées par un système hiérarchisé et pyramidal. Cette représentation n'est pas figée, la distribution relative de puissance étant en évolution permanente[30]. Les migrations d'un échelon à un autre sont donc possibles. La distribution relative de puissance est comprise intuitivement, et les perceptions des acteurs sont importantes[31]. A sommet de la hiérarchie, on retrouve la puissance dominante. Celle-ci n'est pas seulement la plus puissante relativement, mais aussi celle qui tire le plus de bénéfices de l'ordre international. La puissance dominante est censée avoir forgé l'ordre international en son sens, et n'a donc aucun intérêt à remettre en cause le statu quo. Son leadership est perçu par les autres États[32], qui bien souvent ne sont pas à même de rivaliser en terme de puissance relative[33]. Au deuxième échelon, on trouve le challenger potentiel. L'existence de celui-ci n'est pas un fait constant dans la hiérarchie imaginée par Organski, et le système est considéré comme stable quand il n'en existe aucun. Le challenger est un État qui est issu du rang des grandes puissances. Typiquement, c'est une nation qui est devenue puissante une fois l'ordre international établi et les bénéfices

[29] Jacek Kugler, Ronald L. Tammen, Brian Efrid, « Integrating theory and Policy : implications of the war in Iraq », *International Studies Review*, décembre 2004, vol. 6, no. 4.
[30] Ronald L. Tammen, *op.cit.*, p. 319.
[31] A. F. K. Organski, Jacek Kugler, *The War Ledger*, American Political Science Association, juin 1981, p. 30.
[32] Ronald L Tammen, *op.cit.*, pp. 319-320.
[33] A. F. K. Organski, *World Politics*, *op.cit.,* p. 365.

déjà distribués[34]. Dès lors, le challenger tire peu voire aucun avantage du statu quo, et a donc intérêt à remettre en cause l'ordre international.

Au troisième échelon, on retrouve les grandes puissances. En règle générale, la plupart de celles-ci bénéficient du statu quo, même si les avantages qu'elles tirent ne sont pas comparables à ceux de la puissance dominante. L'ordre international n'est donc pas un système bénéficiant uniquement à la puissance dominante, et d'autres nations ont intérêt à préserver le statu quo. La puissance dominante a par ailleurs besoin de l'appui d'une partie des grandes puissances pour préserver l'ordre international[35].

Vient ensuite le rang des puissances moyennes. La plupart de ces États tirent des bénéfices du statu quo et ne sont donc pas révisionnistes[36]. Dans la théorie originale de la transition de puissance, Organski confère peu d'importance aux puissances moyennes :

« No trouble is to be expected from nations in this group, because they fill both the requirements of perfectly peaceful nations[37]».

Viennent enfin les petites puissances qui, à la différence des puissances moyennes, sont majoritairement insatisfaites du statu quo. Celles-ci n'ont néanmoins pas la capacité de rivaliser avec la puissance dominante. Elles ne peuvent « être dangereuses que collectivement, si elles rejoignent le camp du challenger[38] ».

4. Différentes variables et implications

La théorie de la transition de puissance comporte deux variables principales. La première mesure la puissance relative des grandes puissances. On s'intéresse uniquement à ces dernières puisque la théorie entend seulement s'appliquer aux guerres majeures[39]. Organski et Kugler préciseront plus tard pour quelles raisons la transition de puissance n'a pas vocation à expliquer les conflits entre petites puissances, entre grandes et petites puissances, ou encore les guerres coloniales[40]. Ils justifieront ce choix en expliquant que ce type de conflit n'a pas forcément de lien, ni même un impact sur la

[34] Idem, p. 366.
[35] Idem, p. 365.
[36] Woosang Kim, « Rising China, pivotal middle power South Korea, and alliance transition theory », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, p. 256.
[37] A. F. K Organski, *World Politcs*, p. 368.
[38] Ibid.
[39] A. F. K. Organski, Jacek Kugler, *The War Ledger*, p. 29.
[40] Idem, p. 45.

distribution relative de puissance[41]. La première variable s'applique donc aux grandes puissances[42] et cherche à savoir si des transitions de puissance ont eu lieu, ou vont avoir lieu entre la puissance dominante et le potentiel challenger.

Une fois le potentiel challenger repéré, la deuxième variable mesure le niveau d'insatisfaction de celui-ci vis à vis de l'ordre international[43]. Selon Organski, les États ne sont pas uniquement motivés par des considérations politiques ou de maximisation de puissance. D'autres intérêts plus complexes et moins perceptibles rassemblent les États et réduisent la volatilité des alliances. On parle alors d'ordre international puisque les relations sont relativement stabilisées. Les États qui acceptent la distribution relative de puissance ainsi que les mêmes règles en matière de commerce, de diplomatie et de guerre appartiennent au même ordre international :

« Great or Small, their [members of the same order] whole way of life is geared to the order to which they belong. Its rules are their rules, and the most powerful people within each nation receive benefits that would be seriously threatened if a new set of rules were adopted for trade and politics and war[44] ».

Plusieurs ordres internationaux peuvent coexister au même moment et se faire concurrence à l'échelle mondiale[45]. La guerre froide en serait un bon exemple. Les migrations d'un ordre à un autre ne sont pas fréquentes, puisque celles-ci imposent des changements structurels colossaux aux États. Enfin, la coexistence au sein d'un même ordre international ne signifie pas pour autant une disparition des conflits et des luttes d'influence à l'intérieur de celui-ci.

La deuxième variable de la théorie mesure donc l'insatisfaction du challenger vis à vis de l'ordre international. Pour rappel, la théorie postule que la probabilité d'une guerre entre la puissance dominante et le challenger augmente lorsque ce dernier se rapproche d'une situation de parité avec la puissance dominante. Si la deuxième variable interagit, c'est-à-dire si le challenger est insatisfait du statu quo, la situation est considérée comme encore plus dangereuse[46]. Selon Organski, un autre facteur semble pertinent : il s'agit de la vitesse à laquelle le challenger rattrape la puissance

---

[41] Ibid.
[42] Lui Hebron, Patrick James, Michael Rudy, « Testing Dynamic Theories of Conflict: Power Cycles, Power Transitions, Foreign Policy Crises and Militarized », *International Interactions*, janvier 2007, vol. 33, no. 1, pp. 5-6.
[43] Lui Hebron, Patrick James, Michael Rudy, *op.cit.*, p. 5-6.
[44] A. F. K. Organski, *op.cit.,* p. 354.
[45] Lui Hebron, Patrick James, Michael Rudy, *op.cit.*, p. 5-6.
[46] Woosang Kim, Scott Gates, « Power transition theory and the rise of China », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, p. 220.

dominante[47]. Si la montée en puissance est relativement rapide, le challenger pourrait se surestimer et développer une estimation faussée de sa puissance réelle qui le mènerait à engager une guerre[48]. De plus, une telle situation réduirait la marge de manœuvre de la puissance dominante :

« If the rise of the challenger is extremely rapid, it will be more difficult for the dominant nation to make whatever peaceful adjustements may be in order[49]. »

Organski reste néanmoins prudent sur l'acteur initiant la guerre et le moment où celle-ci est déclenchée. Même si l'auteur remarque que les guerres récentes ont été initiées par le challenger, en l'occurrence l'Allemagne, il précise que cette logique devra être confirmée à l'avenir[50]. On retrouve la même conclusion concernant le moment où la guerre est la plus à même de survenir. Organski souligne qu'un challenger avisé devrait attendre de rattraper la puissance dominante et ses alliés avant d'engager une guerre contre ces derniers[51]. Le bon sens commanderait en effet de ne pas attaquer en position de faiblesse puisque la défaite serait presque assurée. Organski remarque cependant que ce n'est pas ce qui s'est passé historiquement, du moins durant la seconde guerre mondiale[52]. Lors de ce conflit, la coalition centrée autour du challenger (Allemagne, Japon, Italie) a engagé une guerre avant de rattraper la puissance relative de la coalition impliquant la nation dominante. En somme, Organski estime que l'analyse historique ne permet pas pour le moment de tirer des conclusions définitives concernant l'acteur initiant la guerre et le moment où celle-ci est déclenchée[53].

5. Approche critique de la théorie

Parmi les principales critiques adressées à la transition de puissance, certains lui reprochent son caractère déterministe. Cependant, comme le précise Ronald Tammen[54], cette critique n'est pas justifiée puisqu'elle relève davantage d'une mauvaise interprétation que d'un reproche pertinent. En effet, la théorie ne prétend pas que toutes les transitions de puissance sont conflictuelles. On parle de probabilité accrue, et non pas de guerre certaine. Dans son ouvrage *World Politics*, Organski présente d'ailleurs

[47] Woosang Kim, « Rising China, pivotal middle power South Korea, and alliance transition theory », *op.cit.*, p. 252.
[48] A. F. K. Organski, *op.cit.,* p. 375.
[49] Idem, p. 373.
[50] Idem, p. 376.
[51] Idem, p. 371.
[52] Ibid.
[53] Idem, p. 376.
[54] Ronald L. Tammen, *op.cit.*, p. 318.

un ensemble de facteurs qui permettent selon lui d'expliquer pour quelles raisons la transition de puissance entre le Royaume Uni et les États-Unis au début du 20ème siècle s'est déroulée sans heurts[55]. D'autres facteurs ayant une influence sur la probabilité d'un conflit sont également avancés par la suite[56]. On peut donc assez facilement réfuter cette critique.

La méthode employée pour mesurer l'insatisfaction vis à vis du statu quo fait également débat[57]. Tammen remarque par exemple qu'il n'existe pas une approche commune, mais bien une diversité des outils statistiques employés[58]. Pour mesurer cette variable, Tammen précise que certains utilisent les dépenses en armements (Werner et Kugler, 1996), d'autres les alliances étatiques (Kim, 2002), les structures nationales (Lemke et Reed, 1996), ou encore la confiance (Zak et Fakhar, 2006)[59]. Kim et Gates remarquent que « plus de recherches sont nécessaires pour développer un meilleur indicateur du niveau d'insatisfaction de la Chine »[60], tandis que Danilovic estime que cette variable n'a pas été assez « spécifiée théoriquement »[61].

On peut aussi se demander à quel niveau d'analyse l'insatisfaction du challenger vis à vis du statu quo doit être mesurée. Danilovic propose une solution à ce problème en estimant que cette variable doit être étudiée au niveau régional. L'auteur explique que les intérêts principaux des grandes puissances se concentrent à ce niveau d'analyse[62], et qu'il est donc pertinent de s'intéresser à l'insatisfaction régionale du challenger vis à vis du statu quo.

Dans son ouvrage intitulé *Regions of War and Peace*[63], Douglas Lemke revient sur plusieurs critiques adressées à la transition de puissance. La première renvoie à la justesse de la théorie par rapport à la réalité historique[64]. Des auteurs tels que John Vasquez soulignent par exemple que les deux guerres mondiales ne sont pas issues d'une attaque directe du challenger contre la puissance dominante[65]. Si ces conflits ont bien impliqué les deux parties, ils ont à l'origine débuté par d'autres dyades. Douglas Lemke répond à cette critique en précisant que toutes les théories n'offrent qu'une

---

[55] A. F. K. Organski, *op.cit.*, pp. 361-363.
[56] Idem, pp. 372-376.
[57] Douglas Lemke, *Regions of War and Peace,* Cambridge University Press*,* pp. 36-37.
[58] Ronald L Tammen, *op.cit.*, p. 322.
[59] Ibid.
[60] Woosang Kim, Scott Gates, *op.cit.,* pp. 224-225.
[61] Vesna Danilovic, CLARE Joe Clare, « Global Power Transitions and Regional Interests », *International Interactions*, juillet 2007, vol. 33, no. 3, p. 291.
[62] Idem, p. 292.
[63] Douglas Lemke, *op.cit.*, p. 28.
[64] Ibid.
[65] Ibid.

explication simplifiée d'une « réalité bien plus complexe[66]». Selon l'auteur, la transition de puissance serait en revanche en accord avec les deux guerres mondiales si l'on considère un cadre historique élargi :

« World War I, according to power transition theory, was a clash pitting Britain and its allies against Germany and its allies. Clearly this is not how the diplomatic dispute between Austria-Hungary and Serbia which evolved into the war originated. But in a larger sense, was it not exactly the tensions atop the great power hierarchy, specifically between England as hegemon and Germany as the rising state seeking its "place in the sun," that made the July Crisis a major crisis? When we consider its implications for the international system, World War I very much was a competition between Britain and Germany with allies arranged accordingly. Similarly, World War II began when Germany in- vaded Poland and the British (and French) no longer were willing to idly watch German agression[67]».

[66] Ibid.
[67] Ibid.

Chapitre 2 : Le déclin relatif des États-Unis face à la montée en puissance de la Chine

L'introduction théorique préalable nous permet de souligner plusieurs éléments essentiels pour la partie suivante. Tout d'abord, la probabilité de guerre hégémonique augmente lorsque le challenger rattrape la puissance relative de l'État dominant. L'objectif de la partie suivante sera donc de s'intéresser à la distribution relative de puissance entre la Chine et les États-Unis, afin de préciser si l'on peut parler d'une dynamique de rattrapage du challenger sur la puissance dominante. La théorie estime également que la vitesse de rattrapage du challenger est importante, puisque lorsque celle-ci est élevée, elle peut favoriser le risque de dérapage. La partie suivante vise donc à répondre à ces interrogations en s'intéressant au rapport de force économique et militaire.

1. Le rapport de force économique

L'économie américaine a amorcé un déclin relatif depuis la seconde moitié du 20ème siècle. Au lendemain de la 2ème guerre mondiale, les États-Unis sont incontestablement la première puissance mondiale, et représentent environ 50% de l'économie mondiale[68]. Rapidement, d'autres États connaissent une croissance économique soutenue, et la suprématie relative de la puissance américaine diminue. En 1980, les États-Unis ne comptent plus que pour 22% de l'économie mondiale, pour atteindre en 2016 près de 16% de la puissance économique à l'échelle systémique. Si l'évolution en cours se poursuit, les États-Unis pourraient représenter dans trois décennies seulement 11% de l'économie mondiale[69].

L'affaiblissement de la domination relative des États-Unis doit être mis en parallèle avec l'essor de l'économie chinoise. Alors que Pékin ne compte que pour seulement 2% de la richesse créée à l'échelle mondiale en 1980, ce chiffre s'élève en 2016 à 18%[70]. A nouveau, et si l'évolution actuelle se poursuit, l'économie chinoise pourrait représenter d'ici 2040 près de 30% de l'économie mondiale[71]. Si cette évolution reste incertaine, la montée en puissance économique de la Chine depuis les

[68] Graham Allison, *op.cit.*, intro p. 6.
[69] Ibid.
[70] Idem, intro pp. 6-7.
[71] Idem, p.7.

quatre dernières décennies est d'une rapidité inédite. Entre 1997 et 2007, l'économie chinoise a par exemple triplé de volume[72], et depuis 1980, la croissance annuelle de Pékin s'élève en moyenne à 10%.

L'évolution comparée du rapport de force économique entre la Chine et les États-Unis a fait l'objet de nombreuses études, et il existe un débat sur les chiffres pour savoir si Washington est toujours la première puissance économique mondiale. Différents indicateurs macro-économiques sont parfois utilisés, et il n'existe pas de consensus à propos du choix le plus pertinent[73]. En 2014, une étude du FMI précise par exemple que le PIB chinois a dépassé le PIB américain en terme de parité de pouvoir d'achat[74].

Ces dernières décennies, l'essor économique de la Chine s'est traduit par un ensemble d'évolutions positives pour Pékin. La croissance économique soutenue s'est traduite par un essor des exportations à l'étranger. Les excédents commerciaux dégagés ont permis l'accumulation de stocks de devises étrangères, de telle sorte qu'en 2014 les réserves monétaires détenues par la Chine atteignent 4000 milliards de dollars[75]. La croissance économique s'est aussi accompagnée d'une augmentation des investissements directs à l'étranger, même si la Chine reste largement derrière les États-Unis dans ce domaine[76]. Parallèlement, les grandes entreprises chinoises se développent rapidement, et celles-ci sont de plus en plus compétitives par rapport à leurs concurrentes américaines[77].

L'essor économique de la Chine a aussi permis d'améliorer les conditions sociales du pays, où la Chine partait ici d'un retard conséquent. En 1980, près de 90% de la population nationale vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour[78]. La croissance économique permet par la suite de diminuer la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie. Ainsi, en 2016, on compte seulement 3% de la population vivant avec moins de 2 dollars par jour[79]. A cela s'ajoute l'augmentation de l'espérance de vie qui est passée d'une moyenne de 36 ans en 1949 à 76 ans en 2014[80]. La Chine devient aussi compétitive dans le domaine de l'enseignement et serait à même

---

[72] Paul Hopper, *Understanding Development*, Cambridge, UK : Polity Press, 2012, p. 208.
[73] Ane Eveno, « L'économie de la Chine devant celle des Etats-Unis ? Une histoire d'indicateurs », *Le Monde*, 9 septembre 2014.
[74] Barthélemy Courmont, « La Chine, première puissance économique mondiale : et maintenant ? », *Revue internationale et stratégique*, 2015, vol. 99, no. 3, p. 32.
[75] John Mackenzie, « Face au défi économique chinois », *Conflits*, janvier - mars 2018, no. 16, p. 47.
[76] Ibid.
[77] John Mackenzie, *op.cit.*, p. 47.
[78] Chiffres de la Banque mondiale, « Poverty headcounts ratio at $1.90 a day ». http://data.worldbank.org/topic/poverty?locations=CN
[79] Graham Allison, *op.cit.*, p.14.
[80] Idem, p. 15.

de rivaliser avec Washington sur le terrain de l'éducation. En témoigne par exemple le test PISA de 2015 où la Chine est arrivée devant les États-Unis dans certains domaines, ou encore la qualité de la formation des ingénieurs au sein des grandes écoles chinoises[81].

L'essor socio-économique de la Chine doit cependant être nuancé. Si son expansion a été très rapide depuis les années 1980, Pékin part d'un retard conséquent dans à peu près tous les domaines. Le niveau de vie de ses habitants reste très loin des standards occidentaux. A titre d'exemple, son PIB par habitant représente moins d'un cinquième de celui américain[82], et en 2014, le classement mondial de la Chine la place entre l'Afrique du Sud et la République Dominicaine en terme de niveau de vie[83]. La productivité reste très faible en Chine, et représente un quart de celle des États-Unis. De plus, la croissance économique est largement basée sur l'exportation, et Pékin reste ainsi tributaire de la demande étrangère. Dès lors, le développement de la consommation interne représente un enjeu important. Enfin, la dette chinoise atteint des proportions inquiétantes[84] notamment en raison du grand nombre d'entreprises financées par l'État.

L'expansion économique de la Chine s'est aussi réalisée à travers des pratiques jugées déloyales[85], au détriment notamment des États-Unis. Selon Michael Pillsbury, Pékin volerait des technologies étrangères, encouragerait le développement de monopoles chinois et protégerait les entreprises financées par l'État de la concurrence étrangère[86]. Parmi les pratiques les plus décriées, on trouve une politique de cyber espionnage et de vol de la propriété intellectuelle, permettant d'assimiler les savoirs et les technologies des entreprises étrangères. Cette pratique est devenue courante, et la Chine est le premier État mondial en terme de vol de la propriété intellectuelle[87].

Ces pratiques déloyales se sont faites au détriment de l'économie américaine. Différentes enquêtes estiment que le vol de la propriété intellectuelle et l'acquisition illégale de technologies par les entreprises chinoises auraient coûté aux États-Unis plusieurs centaines de milliards de dollars[88], tandis que l'économie américaine aurait

---

[81] Idem, p. 16.
[82] Idem, p. 123.
[83] Amitai Etzioni, *Avoiding war with China*, University of Virginia Press, 2017, p. 35.
[84] Simon Leplâtre, « L'envolée de la dette chinoise inquiète le FMI », *Le Monde*, 16 août 2017.
[85] Christian Deblock, « Pékin et Washington au bord de la guerre commerciale ? », *Diplomatie*, juillet 2018, no. 45, p. 30.
[86] Mickael Pillsbury, *The hundred-year marathon : China's secret strategy to replace America as the global superpower*, New York : Henry Holt and Company, 2015, p. 189.
[87] « The IP Commission Report : The report of the Commission on the theft of American intellectual Property », Seattle : *National Bureau of Asian Research*, 2013.
[88] Graham Allison, *op.cit.*, p. 18.

perdu plus de 2 millions d'emplois[89]. Ces pratiques déloyales ont été plusieurs fois condamnées par Donald Trump, mais aussi par plusieurs responsables américains. En 2014, le directeur du FBI James Comey déclare par exemple :

« The amout of theft that's going on is simply staggering. There's only two types of big corporations in America. Those who have been hacked by the Chinese, or those who don't know they've been hacked by the Chinese[90] ».

En résumé, l'évolution du rapport de force économique entre la Chine et les États-Unis joue en faveur de Pékin. Depuis les années 1980, la Chine rattrape la puissance économique américaine à une vitesse inédite, et sa croissance économique lui a permis d'asseoir son influence à l'étranger mais aussi d'améliorer les conditions socio-économiques du pays. Actuellement, il existe un débat sur les chiffres pour savoir qui est la première puissance économique mondiale entre la Chine et les États-Unis[91]. On peut retenir que cela dépend des indicateurs économiques utilisés, et qu'il n'existe actuellement pas de consensus dans le débat académique à propos du choix le plus pertinent. Au delà de ce débat technique, la progression économique de la Chine ces dernières décennies est fulgurante, et celle-ci doit être mise en relation avec le déclin relatif des États-Unis sur le plan économique. Si on considère que la Chine n'est pas la puissance dominante au niveau économique, puisque celle-ci se situe par exemple bien en deçà des États-Unis en terme de niveau de vie par habitant ou encore en terme de productivité, on peut estimer que Pékin constitue un challenger sérieux de la puissance économique américaine.

2. Le rapport de force militaire

Pour comparer la puissance militaire de la Chine et des États-Unis, les dépenses en terme de défense constituent un outil statistique pertinent. Celles-ci permettent de comparer les investissements militaires ainsi que leur évolution au cours du temps. Le rapport entre les dépenses en terme de défense et la richesse produite permet aussi d'analyser quelle importance est accordée par l'État à la puissance militaire.

En 2016, les dépenses militaires de la Chine sont estimées à 226 milliards de dollars par le think tank *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI)[92]. On

[89] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, p. 18.
[90] Graham Allison, *op.cit.*, pp. 17-18.
[91] Frédéric Schaeffer, « Quand la China deviendra t-elle la première économie mondiale ?, *les Echos*, 24 novembre 2017.
[92] « What does China really spend on its military ? », *China Power*, *Center for Strategic and International Studies*.

parle ici d'estimation puisque le chiffre officiel des dépenses en terme de défense de Pékin est sous- estimé (*cf. infra*). Si l'on s'intéresse aux dépenses militaires américaines la même année, celles-ci représentent environ 600 milliards de dollars[93]. On voit donc que la suprématie américaine en terme de puissance militaire reste incontestable, puisque les dépenses chinoises représentent un peu plus du tiers des dépenses américaines. Il est toutefois important de noter que Washington est présent militairement à l'échelle mondiale, et doit donc réaliser des investissements colossaux pour maintenir cette présence, tandis que la puissance chinoise est principalement concentrée dans la région Asie-Pacifique, ce qui implique des dépenses moindres. De plus, si l'écart avec les États-Unis est conséquent, la Chine reste largement la 2ème puissance mondiale en terme d'investissements militaires, devant la Russie (69 milliards) et l'Arabie Saoudite (63 milliards[94]).

Ces dernières années, les investissements militaires de la Chine ont rapidement augmenté. Entre 2005 et 2014, le budget de la défense a augmenté en moyenne de 9,5% chaque année. Si l'on compare le budget nominal aux voisins régionaux, la Chine investit davantage que les dépenses militaires du Japon, de la Corée du Sud, des Philippines et du Vietnam combinées[95]. Comme précisé auparavant, Pékin dissimule en partie l'étendue de ses investissements militaires. Selon Michael Pillsbury, cette tendance s'expliquerait en partie par la volonté de ne pas alerter la puissance dominante américaine[96]. L'objectif serait aussi de ne pas inquiéter les voisins régionaux et de ne pas précipiter une course à l'armement généralisée. Richard Bitzinger présente lui aussi la même analyse :

« [The Chinese] used to say their defense budget was really low because other countries such as Japan or India were spending more on defense, but after they've outstripped these countries in terms of defense spending . . . they don't want to draw too much attention to that . . . and because of that they've actually been revealing less information[97] ».

Concrètement, la Chine n'inclut pas dans son budget militaire des domaines liés au secteur de la défense. On peut citer ici le coût des importations d'équipements militaires ou encore les investissements dans la dissuasion nucléaire[98]. Ces domaines sont pourtant inclus par la plupart des États dans leurs chiffres officiels, même si il

---

[93] « Military expenditure by country, in constant (2016) $ », *Institut International de Recherche sur la Paix de Stockholm* (SIPRI), 2018.
[94] Chiffres de 2016 du SIPRI.
[95] « What does China really spend on its military ? », *CSIS*, *op.cit.*
[96] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, pp. 140-141.
[97] « What does China really spend on its military ? », *CSIS*, *op.cit.*
[98] Mathieu Duchâtel, « Le rapport de force militaire », *Conflits*, janvier - mars 2018, no. 16, p. 50.

n'existe aucune obligation internationale visant à les y contraindre. Le manque de transparence de la Chine est souvent pointé du doigt par les États-Unis, mais aussi par les voisins régionaux. Celui-ci renforce en effet le climat de suspicion quant aux intentions chinoises à moyen et long terme, et alimente l'inquiétude des États de la région. En conséquence, on observe une augmentation rapide des dépenses militaires des pays de l'Association des Nations du Sud-Est asiatique (ASEAN), et un rapprochement avec les États-Unis sur le terrain de la coopération militaire et sécuritaire (*cf. infra*).

L'augmentation rapide des investissements militaires de la Chine doit être par ailleurs relativisée. Au cours de la décennie 1980, le budget de la défense était relativement faible, et ce n'est qu'au cours des années 1990 que Pékin a commencé à allouer des ressources importantes au secteur de la défense[99]. L'investissement militaire de la Chine doit aussi être remis dans le contexte de son ascension économique. Entre 2001 et 2016, le budget de la défense est passé de 52 milliards de dollars à 226 milliards de dollars[100]. On peut estimer à juste titre que cela représente une augmentation impressionnante. Mais parallèlement, au cours de la même période, l'économie chinoise a crû de près de 950%. En somme, le dynamisme effréné de l'économie chinoise a permis d'investir davantage dans les capacités militaires. Cette tendance n'est pas inédite puisque, dans le passé, les États qui ont connu une croissance économique soutenue et durable ont bien souvent investi davantage dans le secteur de la défense[101].

De plus, si l'on s'intéresse aux dépenses militaires en fonction du PIB, la Chine dépense depuis les années 1980 environ 2% de sa richesse nationale. A titre de comparaison, les États-Unis investissent 4% en moyenne sur la même période[102]. Dès lors, certains experts considèrent, comme James Char, spécialiste de l'armée chinoise à l'université de Nanyang à Singapour, que le « taux de croissance des dépenses militaires n'est pas disproportionné et suit plus ou moins celui du PIB[103] ». On observe d'ailleurs récemment que le ralentissement de la croissance économique de la Chine a été accompagné d'une réduction de l'augmentation du budget de la défense[104].

L'investissement militaire de la Chine permet néanmoins de moderniser l'appareil militaire et son fonctionnement. Depuis 2012, Pékin s'engage par exemple

---

[99] « What does China really spend on its military ? », *CSIS*, *op.cit.*
[100] Ibid.
[101] Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris : ed. Payot, 1989, 730 p.
[102] Graham Allison, *op.cit.*, pp.19-20.
[103] Romain Houeix, « Hausse du budget militaire chinois : raisonnable ou risque régional ? », *France 24*, 6 mars 2018.
[104] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 30.

dans une restructuration de sa puissance militaire. Celle-ci se traduit notamment par une réforme des forces armées et une réorganisation de la chaine de commandement[105]. Xi Jinping souhaite renforcer le contrôle de l'armée par le parti communiste et centraliser la structure de commandement. Un autre objectif affiché de cette réforme est de lutter contre la corruption. Dès 2012, Xi Jinping organise une vaste purge au sein de l'appareil militaire qui mène à la mise à pied de plusieurs dizaines d'officiers de haut rang[106]. La Chine vise aussi à disposer d'une armée de classe mondiale qui n'aurait pas uniquement vocation à se déployer dans la région Asie-Pacifique[107]. La réforme militaire met donc l'accent sur la modernisation de l'armée de libération populaire (APL), et sur « l'optimisation de sa structure » afin de conduire des opérations diversifiées en dehors de son environnement proche[108]. Ainsi, en 2016, la Chine crée un bureau pour les opérations outre-mer qui est placé sous l'autorité de la commission militaire centrale[109]. Celui-ci vise à coordonner des opérations de lutte contre le terrorisme, de maintien de la paix, de lutte contre la piraterie, ou encore l'évacuation de ressortissants chinois installés à l'étranger[110].

La modernisation militaire de la Chine lui permet de réduire son retard avec les États-Unis, et de devenir plus compétitive avec Washington dans la région Asie-Pacifique. La Chine développe actuellement sa puissance maritime et ses capacités de projection. En 2017, le parti communiste décide de renforcer l'infanterie de marine, qui passerait de 20 000 à 100 000 militaires[111]. Ces dernières années, la Chine investit également dans la production de sous- marins et a désormais dépassé les États-Unis sur ce plan au niveau quantitatif[112]. Pékin développe aussi ses capacités de projection militaire, et disposera d'ici une décennie, « d'au moins 3 porte-avions et d'un nouveau type de porte-hélicoptères[113] ». Au cours des dernières décennies, la Chine a aussi développé sa puissance aérienne. Pékin dispose désormais de la 3ème force aérienne au monde sur le plan quantitatif, derrière les États-Unis et la Russie, et représente de loin la plus large armée de l'air en Asie-Pacifique, avec plus de 2800 appareils, dont 2100 avions de combats[114].

---

[105] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, p. 50.
[106] Graham Allison, *op.cit.*, p. 120.
[107] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, pp. 50-51.
[108] « Is China a military superpower », *China Power*, *Center for Strategic and International Studies*.
[109] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, pp. 50-51.
[110] Ibid.
[111] Ibid.
[112] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 31.
[113] Ibid.
[114] Idem, p. 32.

Ce rattrapage relatif de la Chine doit toutefois être nuancé. L'écart quantitatif et qualitatif des forces armées et de ces différentes composantes reste large. L'armée de l'air chinoise est par exemple relativement faible par rapport à son homologue américaine[115]. La majorité des avions chinois sont des appareils de 2ème et 3ème génération, et seulement 600 correspondent « à ce que le Pentagone appelle des avions modernes[116] ». Si la Chine modernise ses appareils, la supériorité des États-Unis sur le plan aérien reste incontestable. Au niveau maritime, les sous-marins chinois sont moins avancés technologiquement que ceux américains, et sont aussi plus bruyants. Cela constitue une faiblesse pour Pékin puisque ces appareils sont plus facilement repérables et donc plus vulnérables. De plus, si la Chine développe ses capacités de projection militaire, les États-Unis disposent d'une très large suprématie dans ce domaine. Par exemple, alors que Pékin rend opérationnel en 2012 son premier porte-avion, le *Liaoning*, les États-Unis disposent de 11 appareils de ce type, et de 8 autres navires de classe *Wasp* que certains experts qualifient aussi de porte-avions[117]. Le *Liaoning* est aussi plus petit que le *Nimitz* américain, et serait d'une efficacité militaire limitée[118]. Dès lors, on pourrait considérer que celui-ci aurait été construit principalement à des fins de prestige et de reconnaissance sur la scène internationale[119]. Le porte-avion est en effet un outil caractéristique d'une grande puissance, et constitue un symbole important pour un État souhaitant s'affirmer sur la scène internationale.

En somme, à la différence du rapport de force économique, le rapport de force militaire reste largement en faveur des États-Unis à l'échelle mondiale. Les dépenses en terme de défense démontrent par exemple que la supériorité militaire américaine reste incontestable. En revanche, à l'instar de son développement économique, la Chine améliore rapidement ses capacités militaires, tout en veillant à ce que ses investissements en terme de défense suivent sa progression économique. On voit ici l'importance du caractère économique de la puissance, qui détermine la possibilité mais aussi la pérennité de l'investissement dans la puissance militaire. L'investissement militaire de la Chine apparaît même comme mesuré si on le compare à sa fulgurante expansion économique[120]. Ceci s'explique en partie par le fait que Pékin ne souhaite pas

[115] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, p. 51.
[116] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 32.
[117] Idem, p. 30.
[118] Ibid.
[119] Idem, p. 31.
[120] Romain Houeix, *op.cit.*

alerter la puissance dominante et ses alliés, tant qu'elle est en position de faiblesse relative[121].

Par ailleurs, si la Chine dispose d'une large infériorité dans le rapport de force global avec les États-Unis, Pékin améliore son positionnement relatif par rapport à Washington en Asie-Pacifique. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, Washington est la puissance militaire dominante de la région[122]. Les États-Unis déploient en Asie-Pacifique une large partie de leurs capacités militaires, et disposent d'un réseau d'alliances et de partenariats stratégiques étendu (*cf. infra*). En revanche, ces dernières années, l'investissement militaire de la Chine ainsi que l'expansion de ses points d'appuis dans la région (*cf. infra*) lui a permis d'améliorer sa position relative dans le rapport de force régional avec les États-Unis. Si la Chine ne peut pour le moment être considérée comme un challenger de la puissance militaire américaine à l'échelle mondiale, on peut toutefois estimer que Pékin représente un challenger de la puissance militaire américaine en Asie-Pacifique.

Dans la partie suivante, on s'intéressera aux stratégies de la Chine et des États-Unis quant à l'évolution du rapport de force en Asie-Pacifique. Au niveau régional, la dynamique d'interaction de la Chine et des États-Unis pourrait être résumée ainsi : tandis que Pékin vise à contrôler progressivement son environnement régional et à étendre son influence dans la région, projetant de devenir à terme la puissance dominante en Asie-Pacifique, Washington tente de préserver le statu quo régional, en restant la première puissance militaire de la région.

La partie suivante sera scindée en deux sous-parties : l'une présentant la perspective et la stratégie chinoise, et l'autre analysant la stratégie américaine. On verra tout d'abord comment se caractérise le rêve chinois de Xi Jinping, et comment celui-ci renvoie à l'aspiration de la Chine à devenir la première puissance mondiale. On analysera ensuite la stratégie de la Chine au niveau régional, qui se caractérise notamment par l'ambition de contrôler son environnement régional, le long des différentes lignes de défense, de la mer de Chine jusqu'à l'océan Pacifique. La stratégie chinoise ainsi que les ambitions du leadership communiste permettent de mieux comprendre pourquoi la Chine peut être qualifiée de puissance révisionniste au niveau régional.

---

[121] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, pp. 135-136.
[122] Katherine Morton, « China's ambition in the South China Sea: is a legitimate maritime order possible ? », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, pp. 928-929.

On analysera ensuite une composante essentielle de la stratégie militaire chinoise qui met l'accent sur les capacités asymétriques. Celle-ci est intéressante à développer puisqu'elle a été forgée en partie par la menace perçue de la puissance américaine, dès la crise du détroit de Taïwan en 1996. L'investissement de la Chine dans le développement de cyber-armes sera aussi abordé, puisque celui-ci vise en partie à exploiter les vulnérabilités technologiques des États-Unis.

La deuxième sous-partie analysera ensuite la stratégie américaine quant à l'évolution du rapport de force avec la Chine en Asie-Pacifique. On verra comment les États-Unis n'entendent pas laisser la Chine devenir la puissance dominante au niveau régional, notamment à travers l'initiative du *Pivot vers l'Asie*. Initiée en 2011 par l'administration Obama, cette politique vise à allouer davantage de ressources en Asie-Pacifique sur le plan économique, diplomatique, militaire et sécuritaire. Au niveau économique, on reviendra sur le projet de l'accord de partenariat transpacifique (*TPP*). On verra comment Washington souhaitait à travers ce projet, pérenniser son statut de puissance dominante dans la région, et ne pas laisser la Chine écrire les règles en matière de commerce. Enfin, on verra comment le *Pivot vers l'Asie* s'est concrètement mis en place au niveau géostratégique, avec un repositionnement des forces militaires du Pentagone en Asie-Pacifique, et un élargissement des partenariats stratégiques et de défense avec les États de la région.

Cette partie nous permettra de mieux comprendre comment la stratégie de la puissance dominante américaine vise, à travers ces multiples initiatives, à pérenniser le statu quo et à préserver sa domination stratégique dans la région.

Chapitre 3 : Stratégies de la Chine et des États-Unis en Asie-Pacifique

1. Une puissance chinoise révisionniste

A. Qu'est ce que le rêve chinois de Xi Jinping ?

A l'origine axé sur la volonté de prospérité économique, le concept de rêve chinois a été repris et élargi par Xi Jinping à partir de 2012. Le rêve chinois de l'actuel chef du parti communiste s'articule autour de deux composantes clés : la volonté de prospérité et de puissance. Cette dernière dimension renvoie à l'aspiration du leadership communiste à devenir la première puissance mondiale d'ici 2049, date du 100ème anniversaire de la création de la République Populaire de Chine (PRC).

Le concept de rêve chinois comporte une diversité de significations et d'interprétations. Il n'existe pas de rêve chinois uniforme, qui représenterait l'aspiration du peuple chinois et de ses dirigeants. Le concept a été introduit à partir des années 2000, durant la seconde partie du mandat de Hu Jintao[123]. Des membres du parti communiste chinois tel que Li junru sont les premiers à participer à sa diffusion. A l'époque, le concept de rêve chinois est principalement axé sur le volet économique, avec la volonté de prospérité et d'amélioration des conditions de vie.

L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en octobre 2012 marque une nouvelle étape dans l'utilisation de ce concept[124]. Le secrétaire général du parti communiste en fait même un slogan officiel, et contribue largement à sa diffusion. Le 29 novembre, Xi Jinping précise l'objectif de son rêve pour la Chine qui viserait à donner un nouvel élan à la nation chinoise[125]. Le chef du PCC donne par la suite d'autres précisions sur cette aspiration :

« [to] fulfill the China Dream of the great rejuvenation of the Chinese nation, we must achieve a rich and powerful country, the revitalization of the nation, and the people's happiness[126]».

---

[123] Peter Ferdinand, « Westward ho - the China dream and 'one belt, one road': Chinese foreign policy under Xi Jinping », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, p. 943.
[124] William A. Callahan, « Dreaming as a critical discourse of national belonging: China Dream, American Dream and world dream », *Nations and Nationalism*, avril 2017, vol. 23, no. 2, p. 265.
[125] Ibid.
[126] Cheunboran Chanborey, « President Xi's Grand Strategic Initiatives », *Cambodian Institute for Strategic Studies*, 11 février 2016.

Le rêve chinois de Xi Jinping met toujours l'accent sur la dimension économique. En revanche, le chef du parti communiste introduit une autre composante qui était auparavant plutôt passé sous silence officiellement, c'est la volonté de puissance. Le rêve chinois s'articule donc autour de deux dimensions clés : la prospérité et la puissance[127]. La prospérité économique est essentielle pour préserver la légitimité du parti communiste[128], mais aussi pour augmenter l'influence de la Chine dans le monde. Celle-ci devra permettre à la Chine de devenir à terme le leader mondial dans le domaine de la « défense, de la science, de la technologie et de la culture[129] ».

Les deux composantes du rêve chinois sont reprises et explicitées par Xi Jinpijng dans un discours en 2013. Le chef du parti communiste précise que la Chine devra doubler son PIB par habitant d'ici 2021[130]. Le choix de cette date n'est pas anodin puisqu'elle représente le 100ème anniversaire du parti communiste chinois. Deuxièmement, la Chine deviendra un État « moderne, développé, riche, et puissant » en 2049[131]. A nouveau, on a une symbolique importante, puisque cette date renvoie au 100ème anniversaire de la République Populaire de Chine (PRC).

La composante réaliste du rêve chinois, ou la volonté de puissance, est celle qui nous intéresse le plus dans notre analyse. Le rêve chinois de Xi Jinping fait écho à un ouvrage intitulé *The China dream*, publié en 2009 par Liu Mingfu, un colonel de l'armée de libération populaire[132]. Le livre explique la démarche à suivre pour que la Chine surpasse et remplace les États-Unis en tant que première puissance mondiale. Lui Mingfu s'intéresse notamment à la guerre froide, et analyse comment l'URSS a échoué à remplacer le leadership américain. Cette analyse permet au colonel d'en tirer les erreurs à ne pas commettre pour la Chine. L'ouvrage préconise un ensemble de conseils et une démarche à suivre pour que Pékin supplante Washington en tant que première puissance mondiale. Pour y parvenir, il faudra notamment que la Chine se dote d'une « armée de classe mondiale[133] ». L'ouvrage de Lui Mingfu a eu un grand succès en Chine, et figure parmi les lectures recommandées de toutes les librairies contrôlées par l'État[134].

---

[127] Abraham Denmark, « A new era of intensified U.S.-China competition », *Wilson Center*, 4 janvier 2018.
[128] Graham Allison, *op.cit.*, p. 236.
[129] Idem, pp. 107-109.
[130] Idem, p. 118. Avec comme référence le PIB par habitant de 2010.
[131] Ibid.
[132] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, p. 28.
[133] Ibid.
[134] Ibid.

La dimension réaliste du rêve chinois de Xi Jinping renvoie à la volonté de devenir la première puissance mondiale au cours du 21ème Siècle[135]. Cette vision est d'autant plus influente chez Xi Jinping en raison de sa proximité avec ce qu'on appelle les « hawks » ou les « faucons » en français[136]. Le terme renvoie aux personnalités préconisant une ligne directrice plutôt agressive en politique étrangère. Les *hawks* souhaitent que la Chine « remplace les États-Unis en tant que première puissance mondiale sur le plan économique, militaire, et politique d'ici 2049[137] ». Cela fait référence à ce que Michael Pillsbury dénomme « le marathon de 100 ans », ou l'aspiration chinoise à devenir la puissance dominante à compter de la création de la RPC en 1949 jusqu'à son 100ème anniversaire.

On retrouve chez les *hawks* une volonté de se venger des « humiliations étrangères passées », et de « mettre en place un ordre international qui serait juste pour la Chine[138] ». Celui-ci serait débarrassé de la suprématie américaine, et de l'ordre international qu'elle a contribué à forger depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Ce grand projet pour la Chine est depuis longtemps passé sous silence officiellement, puisque les *hawks* estiment qu'il ne faudrait pas alerter les États-Unis tant que la Chine est en position de faiblesse relative. Il faudrait dès lors jouer sur la « tromperie, ou du moins sur le déni de tout projet effrayant[139] ». La Chine projetterait dans un premier temps d'acquérir une large supériorité économique sur les États-Unis. Une fois celle-ci atteinte, « le nouveau statut de la Chine devra être protégé par la puissance militaire[140] ». Pékin développera alors une puissance militaire inégalée, qui surpassera à terme celle des États-Unis.

On peut préciser que cette aspiration des *hawks* ne fait pas consensus en Chine, et qu'il n'existe pas un rêve chinois uniforme. On retrouve à Pékin des divisions sur la ligne de politique étrangère à suivre, mais aussi une lutte d'influence entre les modérés et les plus radicaux[141]. Certains préconisent par exemple un rapprochement avec les États-Unis et un renforcement de la coopération bilatérale. Néanmoins, cette frange plus modérée n'est pas la plus influente à Pékin[142].

---

[135] Abraham Denmark, *op.cit.*
[136] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, p. 28.
[137] Idem, p. 12.
[138] Ibid.
[139] Ibid.
[140] Idem, p. 30.
[141] Idem, pp. 13-15.
[142] Ibid.

On observe ces dernières années une augmentation de l'influence des *hawks* dans le fonctionnement de la politique étrangère chinoise, et ce particulièrement depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping[143]. Ce dernier est d'ailleurs un vétéran de l'armée, et aussi un ancien vice président de la commission militaire centrale du parti communiste chinois. Xi Jinping est influencé par l'aspiration des *hawks*, et n'utilise pas l'expression souvent employée par l'Occident de « montée en puissance chinoise[144] ». Il préfère employer à la place le terme de « restauration ». L'idée est que le Chine va reprendre à terme sa place au centre du monde[145], après la période d'humiliation considérée comme une anomalie.

En somme, le rêve chinois de Xi Jinping renvoie à l'aspiration du leadership communiste à devenir la première puissance mondiale au cours du 21ème siècle. L'échéance de 2049, date du 100ème anniversaire de la création de la République Populaire de Chine (RPC), devrait permettre d'atteindre cette aspiration. A Pékin, la politique étrangère est fixée à travers des objectifs de long terme[146], et le parti communiste sait pertinemment que la Chine ne deviendra pas la première puissance mondiale dans un court laps de temps.

Cette aspiration est donc un objectif sur le long terme, qui passe d'abord par la perpétuation d'une croissance économique soutenue et par le développement de la puissance militaire, mais aussi par d'autres défis non moins importants comme la stabilisation de la périphérie immédiate ou encore l'amélioration du positionnement géostratégique en mer de Chine (*cf.infra)*. Pour Xi Jinping, chaque défi est indissociable des autres[147], de telle manière que l'ensemble des composantes du rêve chinois, et les politiques qui en découlent devront porter leurs fruits pour que la Chine devienne la première puissance mondiale.

Dans la partie suivante, on s'intéressera à la stratégie de la Chine au niveau régional. On verra que Pékin souhaite contrôler les différentes lignes de défense de la région, et devenir à terme la puissance dominante au niveau régional. Cette stratégie est intéressante puisqu'elle permet de comprendre que la Chine a des visées révisionnistes, et qu'elle souhaite améliorer son positionnement géostratégique ainsi que son influence en Asie-Pacifique. L'initiative des nouvelles routes de la soie sera aussi analysée,

---

[143] Ibid.
[144] Idem, p. 53.
[145] Howard W. French, *op.cit.*, p. 252.
[146] Graham Allison, *op.cit.*, pp. 145-146.
[147] Idem, p. 117.

puisque celle-ci permet de comprendre comment la Chine souhaite étendre son influence dans la région, mais aussi plus largement dans l'ensemble du monde.

B. Stratégie de la Chine au niveau régional

L'objectif de la Chine est de retrouver sa suprématie historique au niveau régional[148], en renforçant son contrôle géostratégique le long de différentes lignes de défense (*cf. infra*). Pour atteindre cet objectif, Pékin sait qu'elle doit développer une stratégie progressive, qui passe tout d'abord par le renforcement de son contrôle sur son environnement proche. Dans un premier temps, la Chine modernise donc sa puissance maritime, et investit dans des armes asymétriques qui lui donnent un avantage relatif près des côtes chinoises. Une fois l'environnement proche contrôlé, Pékin sera à même de se projeter plus loin dans le Pacifique, et de devenir la puissance dominante au niveau régional.

Depuis plusieurs années, la Chine entreprend de moderniser sa puissance maritime. Pékin a élaboré, autour de l'amiral Liu Huaqing, une doctrine navale intitulée « *active green water defense* ». Celle-ci préconise la construction d'une puissance maritime forte, capable de « repousser une attaque de n'importe quelle puissance le long de la côte est de la Chine[149] ». Pékin se sent en effet vulnérable le long de sa façade maritime, et souhaite donc dans un premier temps renforcer sa position géostratégique près des côtes chinoises. Les leaders du PCC se rappellent que lors du siècle de l'humiliation, les puissances étrangères qui ont dominé la Chine l'ont toutes faites grâce à une large supériorité maritime[150]. A l'époque, Pékin n'avait pas fait le choix de construire une flotte compétitive, et en avait donc payé les conséquences :

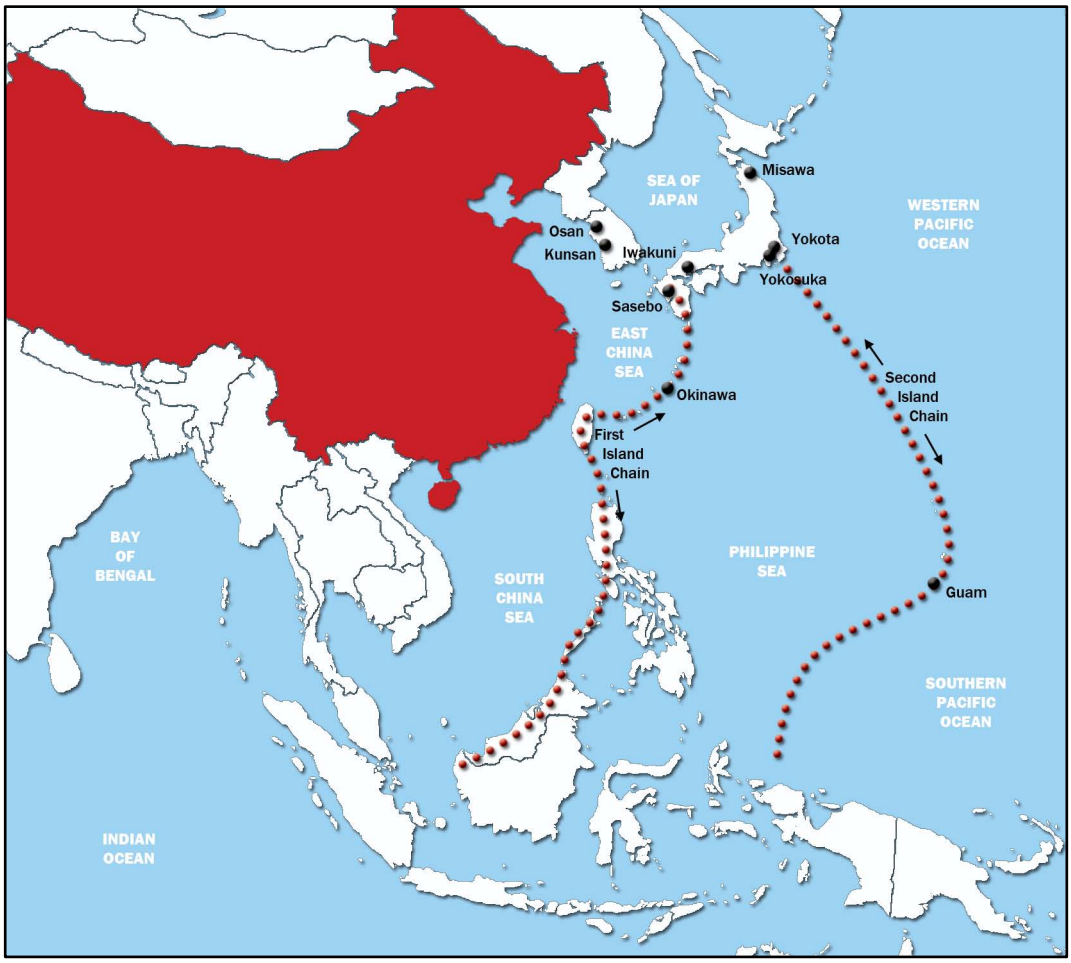
« Ignoring the oceans is a historical error we commited, and now even in the future we pay a price for this error[151] »

La stratégie chinoise vise dans un premier temps à contrôler son environnement proche, à travers la première ligne de défense[152]. Celle-ci va de la côte ouest du Japon jusqu'à Taïwan, et descend plus au sud le long des Philippines pour terminer en mer de Chine du Sud[153] (*cf. carte*). C'est dans cette optique que la Chine « s'efforce de

[148] Howard W. French, *op.cit.*
[149] Idem, p. 248.
[150] Graham Allison, *op.cit.*, pp. 130-131.
[151] Ibid.
[152] Howard W. French, *op.cit.*, p. 252.
[153] Graham Allison, *op.cit.*, p. 131.

contrôler les îles Diaoyutai (ou Senkaku), Paracels, et Spratleys[154] ». Une fois cet objectif atteint, Pékin pourra alors se projeter plus loin dans le Pacifique, le long de la deuxième ligne de défense[155]. Celle-ci va de la côte est du Japon jusqu'aux îles Mariannes, en passant par Guam et finit plus au sud en Papouasie Nouvelle Guinée[156]. L'objectif final est de retrouver la prédominance historique en Asie-Pacifique. La Chine contrôlera alors la 3ème ligne de défense, au large du Pacifique[157], et dominera la région.

Figure 2 : Les lignes de défense en Asie-Pacifique[158]



[154] Pascal Gauchon, « La relation dont dépend le monde », *Conflits*, janvier - mars 2018, vol. 16, p. 41.
[155] Katherine Morton, « China's ambition in the South China Sea: is a legitimate maritime order possible ? », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, p. 932.
[156] Howard W. French, *op.cit.*, p. 253.
[157] Ibid.
[158] « China's ADIZ is a strategic move to control first Island chain », *Consortium of Defense Analysts*, 25 décembre 2013.

La volonté de prédominance régionale passe par l'affaiblissement de l'hégémonie américaine en Asie-Pacifique, et à terme par son retrait de la région. Si Pékin reconnaît que les États-Unis ont eu un rôle stabilisateur dans la région après la fin de la seconde guerre mondiale[159], la Chine estime néanmoins qu'elle doit devenir la puissance dominante au niveau régional :

« (…) They believe that as the tide that brought the US to Asia recedes, America must leave with it. Much as Britain's role in the Western hemisphere faded at the beginning of the twentieth century, so must America's role in Asia as the region's historic superpower resumes its place[160] ».

Pour contrôler les différentes lignes de défense, Pékin sait qu'elle doit disposer d'une suprématie militaire dans la région. Dans un premier temps, le développement de capacités asymétriques le long des côtes chinoises permettra de protéger la façade orientale. Parallèlement, le développement d'une puissance maritime ainsi que la construction d'îles artificielles en mer de Chine permettront d'améliorer sa position géostratégique dans son environnement proche, et de renforcer son contrôle sur la première ligne de défense. Pékin pourra alors protéger sa façade maritime, et sera à même d'assurer l'invulnérabilité de son commerce maritime. Pékin est en effet préoccupé par la sécurité de son approvisionnement énergétique ainsi que par la vulnérabilité de ses routes commerciales. La Chine appréhende aussi que les États-Unis l'empêchent d'accéder à des ressources maritimes vitales pour son développement[161], ou que Washington mette en place un blocus le long de sa façade maritime[162], ce qui aurait pour effet de couper le pays du commerce mondial. La construction d'une flotte puissante est aussi un moyen de répondre à ces appréhensions.

La stratégie navale de la Chine a été influencée par Alfred Mahan (1840-1914). L'auteur américain, précurseur de la géopolitique, explique dans plusieurs ouvrages, parmi lesquels *The Influence of Sea power* (1890), l'importance pour un État de développer sa puissance maritime et de contrôler les mers. La puissance navale permet de préserver les intérêts économiques d'un État à travers la protection du commerce maritime.

Selon Alfred Mahan, il existe plusieurs critères qui permettent de construire une flotte puissante. Il faut tout d'abord « une configuration géographique favorable du point de vue maritime », un territoire vaste et un littoral étendu, une démographie

---

[159] Graham Allison, *op.cit.*, p. 126.
[160] Ibid.
[161] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, pp. 142-146.
[162] Ibid.

importante, un élan national au niveau domestique, ainsi qu'un « volontarisme gouvernemental pour encourager une vocation maritime[163] ». Si l'on applique ces différents critères, on voit que la Chine dispose de l'ensemble des prérequis nécessaires à la construction d'une puissance maritime forte.

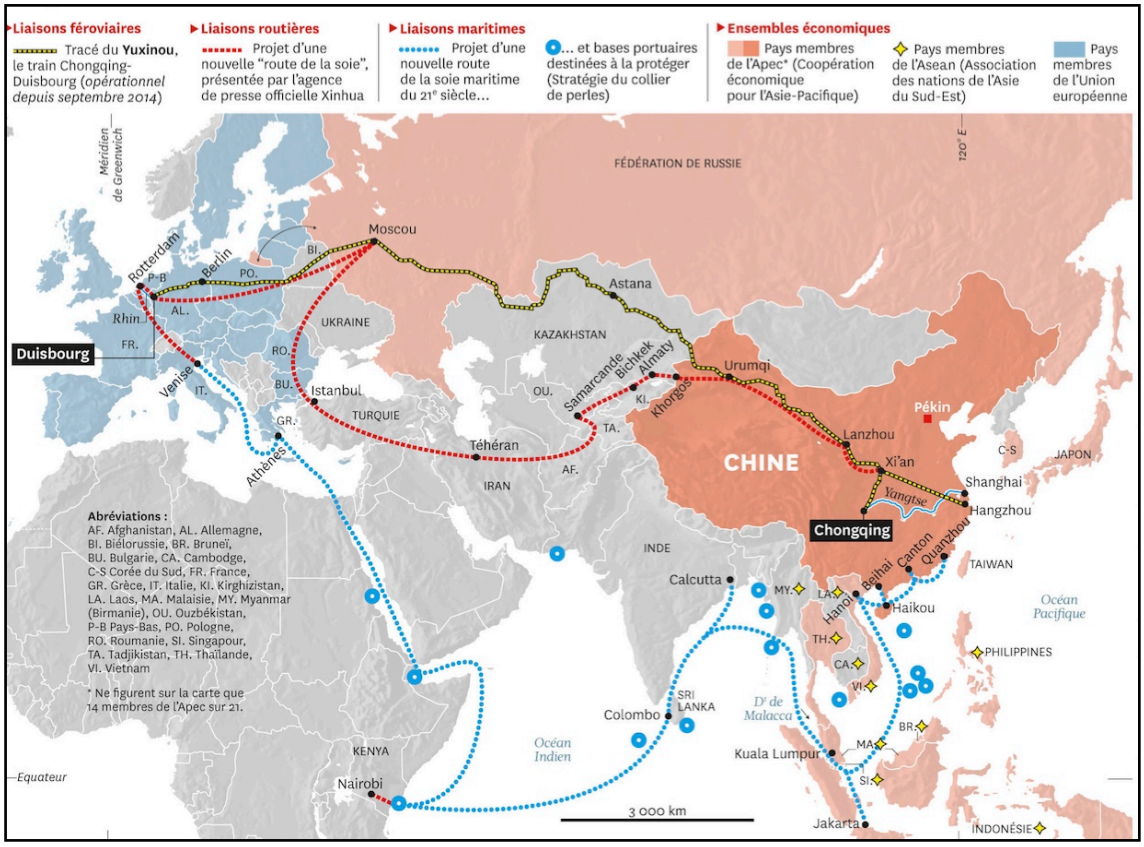
Alfred Mahan précise aussi qu'une puissance maritime doit permettre d'ériger une succession de points d'appuis, ou de bases avancées. On retrouve cette stratégie à Pékin, à travers le projet de la route maritime de la soie. Officialisé en 2014[164], celui-ci vise notamment à renforcer la position géostratégique de la Chine dans l'océan Pacifique et l'océan Indien. Pékin dispose actuellement d'une « suite de points d'appui (…) qui jalonnent la route maritime de la soie de la Chine Méridionale jusqu'au golfe Persique et à l'Afrique orientale[165] ». Ces différents points d'appuis doivent permettre à la Chine de renforcer son contrôle sur les océans Pacifique et Indien, tout en sécurisant ses routes maritimes commerciales.

Ce projet d'une nouvelle route de la soie maritime fait suite à l'annonce de l'initiative d'une route de la soie terrestre. Ensemble, ces deux projets forment l'initiative OBOR ou One Belt, One Road (*cf. carte*). Celle-ci a été lancée par Xi Jinping en 2013, puis officialisée en 2014[166]. A travers la route de la soie terrestre, la Chine entend investir plusieurs trillions de dollars principalement dans les infrastructures et l'aménagement du territoire de dizaines d'États de la région, afin de les intégrer dans un vaste corridor économique :

« (the) Silk Road Economic Belt, sometimes also called the Central Asia Silk Road, (…) would essentially lash all of Asia together, from China's rich industrial eastern coast all the way to the Baltic sea, with the dramatic build-out of new transportation links -including railways, highways and ports- that would promote trade and favor a greatly enhanced integration of regional markets[167]».

[163] Tanguy de Wilde, *Introduction à la géopolitique*, syllabus 2015-2016, p. 91.
[164] Howard W. French, *op.cit.*, p. 257.
[165] Pascal Gauchon, *op.cit.*, p. 41.
[166] Howard W. French, *op.cit.*, p. 257.
[167] Ibid.

Figure 3 : Le projet des nouvelles routes de la soie[168]



Le projet des nouvelles routes de la soie répond à de multiples motivations. Celui-ci devrait tout d'abord permettre de pérenniser la croissance économique de la Chine, en développant les échanges commerciaux dans la région, et en exportant le surplus de production industrielle de Pékin[169]. Ce projet devrait aussi permettre de sécuriser l'approvisionnement énergétique de la Chine[170], et d'éviter de dépendre uniquement du détroit de Malacca.

L'augmentation des échanges commerciaux devrait aussi permettre d'intégrer davantage les économies des États de la région, et de stabiliser l'environnement direct de la Chine. Depuis plusieurs années, la pacification de l'environnement proche est un des objectifs de la politique étrangère de Pékin, et celle-ci est considérée comme indispensable à sa sécurité relative. La Chine dispose en effet d'un voisinage complexe,

[168] « Route de la soie, la mondialisation selon Xi Jinping », *Courrier International*, 14 mai 2017.
[169] Graham Allison, *op.cit.*, p. 125.
[170] Seung-Ook Lee, Joel Wainwright, Jim Glassman, « Geopolitical economy and the production of territory: the case of US–China geopolitical-economic competition in Asia », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 2018, vol. 50, no. 2, p. 426.

et d'une situation géopolitique parmi les plus difficiles au monde[171]. La Chine possède près de 14000 km de frontières terrestres, et 20 États partagent une frontière avec Pékin[172]. Parmi ces derniers, on trouve 7 des 15 plus larges armées au monde parmi lesquelles la Russie, l'Inde, la Corée du Nord, le Vietnam, et Myanmar[173]. La composante terrestre de la route de la soie devrait permettre d'intégrer davantage les économies des États de la région. Cette intégration augmentera à son tour les intérêts communs des différentes parties, et réduira l'insécurité relative de Pékin. La Chine obtiendra alors une profondeur stratégique nécessaire à ses desseins de puissance[174].

Le projet des nouvelles routes de la soie pourrait aussi précipiter l'évolution du rapport de force avec les États-Unis, du moins sur le plan économique. La Chine projette d'investir dans 64 pays, qui représentent à eux seuls 4,4 milliards d'individus[175]. La richesse produite par les États ciblés équivaut à 21 trillons de dollars, soit près de deux fois le PIB chinois ou encore 29% de la richesse produite à l'échelle mondiale[176]. Enfin, en 2016, l'ensemble des projets d'investissements de la Chine dans sa nouvelle route de la soie est estimé à plus de 1,4 trillons de dollars[177].

Le projet des nouvelles routes de la soie devrait aussi permettre d'augmenter largement l'influence de la Chine dans la région. Les investissements massifs de Pékin dans une large partie de l'Eurasie rendraient les États ciblés plus dépendants de la puissance économique chinoise, et par là même plus facilement influençables[178] :

« Largesse, economic imperialism – call it what you will. The fact is that China's economic network is spreding across the globe, altering the international balance of power in a way that causes even longtime US allies to Asia to tilt from the US toward China. In Lee Kuan Yew's succinct summary, « China is sucking the Southeast Asian countries into its economic system because of its vast markets and growing purchasing power. Japan and South Korea will inevitably be sucked in as well. It just absorbs countries without having to use force… China's growing economic sway will be very difficult to fight[179] ».

En somme, la stratégie de la Chine au niveau régional se caractérise notamment par une volonté de renforcer son contrôle sur son environnement, à travers les différentes lignes de défense, de la mer de Chine jusqu'à l'océan Pacifique. L'objectif

---

[171] Howard W. French, *op.cit.*, p. 257.
[172] Idem, p. 184.
[173] Ibid.
[174] Pascal Gauchon, *op.cit.*, p. 40.
[175] Idem, pp. 256-260.
[176] Ibid.
[177] Graham Allison, *op.cit.*, p. 23.
[178] Idem, p. 24.
[179] Graham Allison, Robert D. Blackwill, Ali Wyne, *Lee kuan Yew : the Grand Master's Insight on China, the United States, and the World*, Cambridge, MA : MIT Press, 2013, pp. 6-7.

est d'abord de renforcer sa sécurité relative le long de sa façade maritime, mais aussi de préserver ses intérêts vitaux comme son approvisionnement énergétique. D'autres initiatives régionales comme le projet des nouvelles routes de la soie devraient permettre de pérenniser la croissance économique, mais aussi d'augmenter l'influence de la Chine dans la région et au niveau systémique.

C. Stratégie au niveau militaire

Au cours des dernières décennies, l'investissement militaire de la Chine s'est en partie concentré sur le développement d'armes asymétriques. L'objectif est de développer des capacités militaires qui peuvent donner à la Chine un avantage relatif par rapport aux États-Unis dans son environnement proche. On parle ici d'armes qui visent à détruire les capacités de projection de l'adversaire, ou à fragiliser ces lignes de communications. La stratégie militaire de la Chine vise aussi à exploiter les faiblesses de l'adversaire. Cela passe par le développement de cyber armes qui peuvent fragiliser les lignes de communications ou les systèmes de défense ennemis.

Dans cette partie, nous reviendrons dans un premier temps sur la crise de Taïwan de 1996, qui contribue à façonner la stratégie militaire chinoise, et qui permet de mieux comprendre l'accent de la Chine sur les capacités asymétriques. Nous analyserons ensuite comment Pékin entend exploiter les faiblesses des États-Unis, notamment par l'investissement dans le domaine des cyber armes.

En 1996, Pékin craint que le président taïwanais, Lee Teng-hui, remette en cause le principe de la Chine unique et décide de déclarer l'indépendance de Taïwan. A l'approche des élections présidentielles à Taipei, Pékin espère que le leader du parti indépendantiste ne soit pas réélu. La Chine tente alors de faire pression sur le scrutin en optant pour l'intimidation militaire. Un nombre important de navires chinois est déployé près des côtes taïwanaises[180], tandis que des missiles balistiques visent Taipei[181]. Face au déploiement militaire chinois, les États-Unis décident d'intervenir afin de faire reculer Pékin. Deux porte-avions américains, l'*USS Nimitz* et l'*USS Independence*, sont déployés près des côtes taïwanaises. La Chine est alors surprise par l'intervention américaine, et réalise que Washington est prêt à défendre Taïwan dans l'éventualité d'un conflit armé[182]. Face à la pression américaine, Pékin finit par reculer, et met un

[180] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 31.
[181] Graham Allison, *Destined for War*, *op.cit.*, p. 159.
[182] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 31.

terme à son déploiement militaire. Cet événement est vécu en Chine comme une humiliation. Le retrait forcé imposé par les Américains est très mal digéré. Pékin perd alors sur toute la ligne, puisque le président Lee est finalement réélu.

La crise de 1996 conforte la Chine dans son projet de développer des moyens militaires asymétriques afin de devenir plus compétitive dans son environnement proche. On parle de stratégie dite du « déni d'accès[183] ». L'objectif est de dissuader l'adversaire, en l'occurrence les États-Unis, d'intervenir militairement dans le cadre d'un conflit près des côtes chinoises. Cela passe par le développement d'armes qui permettent par exemple d'infliger des dégâts importants sur les moyens de projection ennemis.

Depuis plusieurs décennies, la Chine investit dans l'industrie missilière. Ces armes visent notamment à rendre « plus risqué le déploiement d'un groupe aéronaval américain » dans le cadre d'un conflit près des côtes taïwanaises[184]. La Chine dispose désormais « de plus de 1200 missiles de coute portée, de 300 missiles de portée moyenne, et de plusieurs missiles de croisière d'attaque[185] ». Une autre arme caractéristique de cette stratégie est le missile balistique antinavire, souvent appelé « carrier killer[186] ». La Chine est le seul pays à disposer d'une telle arme[187] qui serait capable de détruire un porte-avion ennemi en mouvement. En développant des armes qui rendent vulnérables les moyens de projection des États-Unis, Pékin souhaite dissuader Washington d'intervenir à nouveau dans son environnement proche :

« If in the near future China decided to forcefully integrate Taïwan, the same American aircraft carriers that are said to have once deterred Chinese agression could be denied access to the sea by the People's Liberation Army[188] ».

L'accent sur les capacités asymétriques passe aussi par le développement de cyber armes, et par du cyber espionnage. La Chine compte désormais 16 cellules d'espionnage qui visent notamment à pénétrer les systèmes américains afin d'amasser des informations militaires classifiées[189]. Plusieurs fois, la responsabilité de la Chine dans des attaques sur les services du Pentagone a été identifiée[190]. En 2013, une étude du *Defense Science Board* révèle que des opérations de cyber-espionnage ont été reportées dans plus de 24 systèmes d'armements américains, parmi lesquels le système

[183] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, p. 50.
[184] Idem, p. 51.
[185] Ibid.
[186] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 31.
[187] Mathieu Duchâtel, *op.cit.*, p. 51.
[188] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 10.
[189] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, p. 149.
[190] Ibid.

AEGIS, *Patriot*, ou encore l'avion de combat *F/A-18*[191]. Selon des responsables militaires américains, une large majorité de ces intrusions est imputable à « une campagne chinoise d'espionnage[192] ».

La Chine développe aussi des cyber-armes qui visent à exploiter la dépendance américaine envers les technologies de l'information[193]. La puissance économique et militaire des États-Unis est largement basée sur des réseaux informatiques. L'armée américaine dépend par exemple de systèmes de communication ou de technologies de défense qui équipent la marine et l'armée de l'air. Si la Chine utilise aussi des technologies semblables, c'est bien les États-Unis qui en dépendent le plus, tant au niveau économique[194], qu'au niveau militaire[195].

Les cyber-armes chinoises permettent par exemple de s'introduire dans les systèmes de défense des navires américains[196]. La Chine possède aussi plusieurs bombes à impulsion électromagnétique (IEM) capables de détruire tous les appareils électroniques dans un périmètre donné[197]. Pékin entend aussi exploiter la dépendance de l'armée américaine envers le système technologique HARM[198], qui permet par exemple à l'aviation américaine de se protéger des missiles balistiques tirés depuis le sol. Selon Pillsbury, la « supériorité de l'armée de l'air américaine dépend largement » de ce système[199]. Depuis plusieurs années, la Chine développe une technologie qui permet d'induire la confusion dans le système de radar du HARM, en projetant sur sa fréquence 10 000 signaux différents[200]. Cette cyber-arme pourrait à terme permettre de détruire les avions américains en projetant une multitude de signaux qui ne permettraient plus au système de repérer le vrai missile du faux[201].

L'investissement dans les cyber-armes vise aussi à exploiter la dépendance américaine envers les satellites. Pour le Pentagone, ces derniers sont essentiels puisqu'ils assurent 90% des communications militaires de l'armée américaine[202]. Les satellites sont aussi indispensables pour localiser les positions ennemies, et pour tous les

---

[191] « U.S.-China Security Relations, and China's Cyber Activities », *U.S.-China Economic and Security Review Commision*, 2013.
[192] Ellen Nakashima, « Confidential report lists U.S. weapons system designs compromised by Chinese cyberspies », *Washington Post*, 27 mai 2013.
[193] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, pp. 150-155.
[194] Idem, p. 151.
[195] Graham Allison, *op.cit.*, p.163.
[196] Ibid.
[197] Ibid.
[198] AGM-88 High Speed Anti-Radiation Missile (HARM).
[199] Mickael Pillsbury, *op.cit.*, p. 150.
[200] Ibid.
[201] Ibid.
[202] Idem, p. 152.

systèmes de radars et de défense. Ils sont notamment utilisés par les drones ou par les missiles de croisière[203] :

« Satellites provide a crucial link in almost every US military endeavor, from warning of opponent's ballistic-missiles launches and providing imagery and wheater forecasts to planning operations. Global positioning satellites put the « precision » in almost all the military's precision-guided munitions and allow ships, planes, and ground units to know where they are on the battlefiled. The US depends on this technology more than any of its competitor[204]. »

Depuis plusieurs décennies, la Chine investit dans des armes visant à détruire ou faire dysfonctionner ces satellites. Pékin développe par exemple un laser terrestre capable de « rendre aveugle ou de faire exploser des satellites américains[205] ». D'autres systèmes parasites permettent de s'accrocher aux satellites afin de les désactiver ou d'extraire les informations qu'ils contiennent, tandis que certaines constructions chinoises sont capables de faire sortir un satellite de son orbite[206].

La Chine dispose aussi de missiles balistiques capables de faire exploser un satellite dans l'espace. En 2007, Pékin teste cette arme pour détruire un de ses satellites défectueux[207]. L'explosion crée une multitude de débris qui menace les autres installations étrangères pour plusieurs décennies[208]. Une étude du *Center for Space Standards & Innovation* (CSSI) estime que 79% de ces débris seront toujours en orbite pour plus d'un siècle[209], augmentant ainsi le risque de collision dans l'espace. L'explosion de 2007 surprend aussi les États-Unis qui ne se doutaient pas que la Chine disposait de telles armes. Washington pensait à l'époque que le seul moyen pour Pékin de détruire un satellite dans l'espace était une frappe nucléaire[210]. L'événement souligne alors le manque d'informations des renseignements américains quand aux armes antisatellites de la Chine :

« There are major gaps in U.S. intelligence about which other space weapons and capabilities China has or is developing that could cripple or disable U.S. satellites… »

En somme, ces dernières années, la stratégie militaire chinoise s'est notamment traduite par un investissement dans des capacités asymétriques. La crise du détroit de Taïwan a été vécue comme une humiliation, et celle-ci a conforté la Chine dans son

---

[203] Idem, p. 151.
[204] Ibid.
[205] Ibid.
[206] Ibid.
[207] Ibid.
[208] Idem, p. 152.
[209] Idem, p. 34.
[210] Ibid.

projet de développer des moyens militaires asymétriques afin d'empêcher à l'avenir une intervention américaine près des côtes taïwanaises. Parallèlement, la Chine a investi dans des armes qui visent à exploiter la dépendance des États-Unis envers les technologies de l'information, et qui en cas de conflit, compliquent la mobilisation de la puissance militaire de l'adversaire.

2. Comment les États-Unis répondent au défi posé par la montée en puissance de la Chine au niveau régional ?

Dans la partie précédente, on s'est intéressé aux ambitions et à la stratégie chinoise au niveau régional, en cherchant à éclairer les aspirations et l'orientation stratégique du leadership communiste quand à l'évolution du rapport de force avec les États-Unis. On a vu qu'au niveau régional, la Chine peut être qualifiée de puissance révisionniste, puisqu'elle vise à remettre en cause le statu quo, notamment par le contrôle des différentes lignes de défense. Dans la partie suivante, on verra comment le Pentagone s'adapte au défi posé par la Chine au niveau régional, et comment Washington tente de contenir la montée en puissance de Pékin en Asie-Pacifique, en analysant plus précisément une des initiatives phares de l'administration Obama, le *Pivot vers l'Asie*. Cette politique, lancée en 2011[211], se caractérise par une volonté d'augmenter la présence américaine en Asie-Pacifique, au niveau économique, sécuritaire, et diplomatique.

Au niveau économique, on reviendra sur le projet de l'Accord de Partenariat Transpacifique (*TPP*) qu'on analysera en tant que volonté de contrebalancer l'influence économique de la Chine. On verra comment le Pentagone souhaitait à travers ce projet, pérenniser son statut de puissance dominante dans la région, et ne pas laisser la Chine écrire les règles en matière de commerce. Par la suite, on verra comment le *Pivot vers l'Asie* s'est mis en place au niveau géostratégique, avec un repositionnement des forces militaires du Pentagone en Asie-Pacifique, et un élargissement des partenariats stratégiques et de défense avec les États de la région. A nouveau, ce repositionnement stratégique sera analysé comme une politique visant à contrer la montée en puissance de la Chine au niveau régional.

Dès lors, cette partie se concentrera sur la motivation réaliste du *Pivot vers l'Asie*, ou la volonté du Pentagone de préserver sa domination stratégique sur la région.

---

[211] Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, 11 octobre 2011.

Si cette motivation réaliste est centrale dans le choix fait par l'administration Obama, cela ne signifie pas pour autant qu'il n'existe pas d'autres facteurs qui ont motivé l'initiative du *Pivot vers l'Asie*. On retrouve par exemple la volonté de bénéficier de l'essor économique de la région[212], la promesse de l'administration Obama de doubler les exportations américaines entre 2010 et 2015[213], ou encore la volonté non moins importante de la Maison-Blanche de se désengager du Moyen Orient[214].

A. Le projet de l'Accord de Partenariat Transpacifique (*TPP*)

Au niveau économique, un des piliers du *Pivot vers l'Asie,* opéré par l'administration Obama, a été la relance du projet de l'Accord de Partenariat Transpacifique (*TPP*). Ce projet est né en 2002 lorsque plusieurs États du bassin Pacifique (Brunei, Chili, Nouvelle Zélande) décident d'entamer des négociations visant à libéraliser leurs échanges commerciaux[215]. En 2008, les États-Unis sont invités à rejoindre les négociations. Trois ans plus tard, le projet du *TPP* s'élargit et regroupe désormais 9 États, dont les pays initiateurs mais aussi l'Australie, la Malaisie, le Pérou, le Vietnam, et les États-Unis.

Le *TPP* consiste principalement en une libéralisation du commerce entre les États concernés, en supprimant les droits de douanes et autres barrières tarifaires. Ce projet comporte trois objectifs principaux : augmenter les exportations des pays signataires, encourager le développement d'intégration régionale en Asie-Pacifique, et « augmenter la compétitivité des États membres[216] ». Après de nombreux rounds de négociations se déroulant sur plus de 5 ans, le projet est finalement signé le 4 février 2016. Celui-ci doit désormais être soumis aux juridictions nationales des 12 pays membres, à savoir les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Chili, le Pérou, le Japon, la Malaisie, le Vietnam, Singapour, Brunei, l'Australie et la Nouvelle Zélande. Cet accord de libre échange est d'une ampleur inédite puisqu'il regroupe 40% de l'économie

---

[212] Phillip C. Saunders, « China's Rising Power, the U.S. Rebalance to Asia, and Implications for U.S.-China Relations », *Issues and Studies*, septembre 2014, vol. 50, no. 3, p. 30.
[213] Ren Xiao, « US Rebalance to Asia and responses from China's research community », *op.cit.*, p. 240.
[214] Phillip C. Saunders, *op.cit.*, p. 21.
[215] Larry Cata Backer, « The Trans-Pacific Partnership : Japan, China, The U.S and the emerging shape of a new world trade regulatory order », *Washington University Global Law Studies Review*, janvier 2014, vol 13, no. 1, pp. 5-6.
[216] Ibid.

mondiale, et qu'il représente à l'époque le plus large accord de libéralisation depuis les négociations de 1995 de l'OMC[217].

Pour les États-Unis, uns des objectifs stratégiques du *TPP* est de contrer l'influence grandissante de la Chine au niveau économique, et de ne pas laisser Pékin écrire les règles en matière de commerce[218]. Le projet du *TPP* exclut en effet la Chine, pourtant première puissance économique de la région[219]. En relançant cet accord, les États-Unis cherchent à conserver leur statut de première puissance économique mondiale, et préserver ainsi leur main mise sur les règles en matière de libéralisation. L'essor économique de la Chine l'amène à avoir une influence plus importante sur le commerce régional, et les États-Unis ne souhaitent pas que Pékin impose ses règles commerciales, au détriment de leurs intérêts. Cette idée est bien exprimée dans une lettre adressée au Congrès américain par 8 anciens secrétaires à la défense le 27 avril 2016[220] :

« The TPP represents a choice for the United States. It is a choice between leading the world toward a future that supports U.S. values and interests, or standing back and allowing others – most likely China – to write the rules of the road for Asia in the 21st century. And let us be clear: trade rules written by China would not promote a trading system consistent with American interests and values ».

Les États-Unis craignent de perdre leur influence dans une région en plein essor économique, dont les règles seraient « dictées » par la Chine. Selon le Pentagone, les intérêts américains seraient contraires à ceux chinois, et on serait dès lors dans un jeu à somme nulle, où la compétition s'imposerait. Ce n'est pas seulement l'économie qui est en jeu, mais aussi les valeurs et les pratiques commerciales que les États-Unis ont contribué à forger depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En 2015, le président Obama précise à nouveau cette idée à travers deux discours, lors du discours sur l'État de l'Union puis en février 2015 :

"If we don't make rules, China will. … China wants to write the rules for the world's fastest-growing region. That would put our workers and businesses at a disadvantage. Why should we let that happen? We should write those rules[221].».

---

[217] Michal Meidan, « The TPP and China : The Elephant that wasn't in the room », *The Diplomat*, 15 octobre 2015.
[218] Ren Xiao, *op.cit.*, p. 245.
[219] Wu Xinbo, « Cooperation, competition and shaping the outlook: the United States and China's neighbourhood diplomacy », *op.cit.*, p. 860.
[220] John F. Kerry, « Remarks on the Trans Pacific Partnership », *The Wilson Center*, Washington, D.C., octobre 2016, p. 28.
[221] Alex Rogers, "State of the Union 2015 Trade", *Time*, 21 janvier 2015.

"We have to make sure the United States -- and not countries like China—is the one writing this century's rules for the world's economy. Right now, China wants to write the rules for commerce in Asia. If it succeeds, our competitors would be free to ignore basic environmental and labor standards, giving them an unfair advantage over American workers. We can't let that happen [222]».

Le *TPP* est un moyen pour les États-Unis de prendre les devants sur la Chine, et d'intégrer les économies de la région dans un vaste marché dont les conditions ont été en partie régies par la Maison-Blanche. Cette intégration se fera au détriment de la Chine qui en est exclue. Raj Bhala parle même d'un « mur économique » qui entourerait la Chine, et qui mettrait en place des règles commerciales exclusives[223]. En somme, le *TPP* serait un moyen pour les États-Unis de montrer qu'ils sont toujours la première puissance mondiale, et qu'ils sont capables de s'imposer dans une région en plein essor économique.

Par cet accord, l'administration Obama entend aussi contrer une des caractéristiques de la stratégie chinoise qui consiste à utiliser sa puissance économique à des fins d'influence[224]. De plus en plus, Pékin a en effet recours à des leviers économiques afin de contraindre les pays de la région à aller dans son sens. On parle ici de géoéconomie, qui « consiste à utiliser des instruments économiques pour atteindre des objectifs géopolitiques[225] ». Dans un ouvrage intitulé *War by Other Means* (2016), Robert Blackwill et Jennifer Harris soutiennent l'idée que la Chine serait le leader mondial de ces pratiques :

« China is the world's leading practitionner of geoeconomics, but it has also been perhaps the major factor in returning regional or global power projection back to an importantly economic (as opposed to political-military) exercice[226] ».

La Chine profite ici de sa puissance économique en Asie-Pacifique et à travers le monde. Concrètement, Pékin est le premier partenaire économique de plus de 130 États, mais aussi de toutes les plus larges économies nationales de la région[227]. De plus, l'ensemble des pays asiatiques commerce davantage avec la Chine qu'avec les États-

---

[222] Barack Obama, discours du 18 février 2015, *White House blog*.
[223] Larry Cata Backer, *op.cit.*, pp. 19-20.
[224] Raj Bhala, « TPP, American National Security, and Chinese SOEs », *World Trade Review*, octobre 2017, vol. 16, no. 4, pp. 655-671.
[225] Graham Allison, *op.cit.*, p. 20.
[226] Robert Blackwill, Jennifer Harris, *War by other means : Geoeconomics and Statecraft*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 2016, p. 11.
[227] Graham Allison, *op.cit.*, p. 21.

Unis, et souvent dans une proportion large[228]. Pékin dispose aussi d'un grand nombre d'entreprises influentes qui sont directement contrôlées par l'État, ce qui permet de faciliter la mise sous pression de l'adversaire. L'utilisation de moyens de pression variés au sein de ces entreprises permet à Pékin de contribuer à ses objectifs nationaux[229].

L'influence économique de la Chine lui a permis à de nombreuses reprises de faire évoluer une situation dans le sens de ses intérêts[230]. Pékin peut par exemple jouer sur la dépendance économique des pays de la région envers les exportations chinoises, ou encore sur son quasi monopole de certains produits essentiels comme les terres rares. En 2010, lors des tensions avec le Japon à propos des îles Diaoyu (ou Senkakus), Pékin décide par exemple de stopper ses exportations de terres rares vers Tokyo[231]. Cette décision précipite le recul du Japon qui finit par accepter les exigences chinoises.

En somme, la Chine utilise sa puissance économique en plein essor à des fins d'influence. Les États-Unis estiment que cette stratégie est contraire à leurs intérêts, et le projet du *TPP* est donc un moyen d'améliorer leur position dans le rapport de force économique dans la région, et d'affaiblir par la même l'influence croissante de la Chine[232].

Le 23 janvier 2017, Donald Trump décide officiellement de retirer les États-Unis du *TPP*[233]. Cette décision pourrait avoir des conséquences notables dans le rapport de force avec la Chine. L'accord de libre échange aurait tout d'abord augmenté les échanges économiques des États-Unis dans la région, tout en réduisant relativement la prédominance économique de la Chine. Au niveau économique, la position des États-Unis dans le rapport de force aurait été améliorée. Une étude du *Peterson Institute for International Economics* estime par exemple que l'économie chinoise aurait diminué de 18 milliards si le *TPP* avait abouti[234]. De plus, le *TPP* était un moyen d'affaiblir la stratégie chinoise visant à utiliser l'économie à des fins d'influence. Robert Blackwill et Theodore Rappleye notent par exemple que le retrait américain rend les alliés de

---

[228] Max Fisher, Audrey Carlsen, « How China is challenging American dominance in Asia », *The New York Times*, 9 mars 2018.
[229] « United States – China Economic Security Review Commission », *Rapport annuel au Congrès*, 2016.
[230] Graham Allison, *op.cit.*, pp. 20-22.
[231] Keith Bradsher, « Amid tension, China blocks vital exports to Japan », *New York Times*, 22 septembre 2010.
[232] Robert D. Blackwill, Theodore Rappleye, « Trump's five mistaken reasons for withdrawing from the Trans-Pacific Partnership, *Foreign Policy*, 22 juin 2017.
[233] Valérie Niquet, Isabelle Facon, Benjamin Hautecouverture, « Évolution des équilibres en zone Asie-Pacifique : quelles conséquences pour nos intérêts, quelles réponses et quels partenaires privilégier ? », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, octobre 2017, rapport no. 287.
[234] Robert D. Blackwill, Theodore Rappleye, *op.cit.*

Washington plus vulnérables à la pression économique chinoise[235]. Enfin, le *TPP* était aussi le symbole d'un engagement américain accru dans la région, et par la même un moyen de démontrer pour les États-Unis qu'ils étaient toujours la puissance dominante dans la région. En 2016, John F. Kerry, alors secrétaire d'État américain, résume cette idée :

« If we retreat from this agreement, every government in the region, every business, every labour union, every group of environmental advocates, and the commanders of every army and navy will notice. And they will notice it in a way that does not work for the United States of America. It will be a unilateral ceding of American political influence and power with grave consequences for the long term[236] ».

B. Le Repositionnement militaire et stratégique

Au niveau sécuritaire et militaire, le *Pivot vers l'Asie* s'est traduit par une réorganisation des forces armées américaines en Asie-Pacifique, ainsi que par un ensemble d'accords de partenariat et de défense avec les pays de l'ASEAN. L'objectif est de renforcer la présence militaire des États-Unis dans la région, et d'approfondir la coopération sécuritaire et les partenariats de défense avec les pays d'Asie-Pacifique afin de disposer d'un réseau plus large d'alliés, et ainsi contrebalancer la montée en puissance de la Chine au niveau régional[237].

Le redéploiement militaire en Asie-Pacifique s'est tout d'abord traduit par une réorganisation de la composante terrestre. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les États-Unis disposent d'un grand nombre de troupes en Corée du Sud et au Japon. En 2012, Séoul abrite 28500 militaires américains et Tokyo 35000[238]. A travers l'initiative du *Pivot vers l'Asie*, l'administration Obama entend moins concentrer ses troupes en Asie du Nord Est afin de diversifier sa présence militaire dans la région. Cela s'explique en partie par la menace balistique croissante de la part de la Chine et de la Corée du Nord, ou encore par le coût politique que posent « les installations américaines sur l'île japonaise d'Okinawa[239] ». L'administration Obama décide par exemple de redéployer

---

[235] Ibid.
[236] John F. Kerry, *op.cit.*, p. 28.
[237] Barthélémy Courmont, « Stratégie du Pivot : clap de fin ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques* (IRIS), 7 novembre 2016.
[238] D.J Berteau , M.J Green, « U.S. Force Posture Strategy in the Asia Pacific Region: an independent assessment », *Center for Strategic and International Studies*, 2012, pp. 50 -53.
[239] Corentin Brustlein, « La nouvelle posture militaire américaine en Asie », *Institut Français des Relations Internationale* (IFRI), 2013, pp. 53-65.

une partie de ses militaires présents au Japon sur l'île de Guam[240], plus au sud est du Pacifique. Un déplacement s'opère aussi vers l'Australie qui abrite en 2016 plus d'un millier de marines américains[241], avec l'ouverture d'une nouvelle base militaire à Darwin.

Au niveau militaire, la principale caractéristique du *Pivot vers l'Asie* est un renforcement de la présence de la marine américaine en Asie-Pacifique. Le Pentagone prévoit d'accroître sa présence dans la région de 50 à 60% d'ici 2020, « soit un porte-avions, sept destroyers, dix navires de combat de zone littorale et deux sous-marins supplémentaires[242] ». Leon Panetta, secrétaire à la défense, précise qu'en 2020, la région Asie-Pacifique devra concentrer 60% de l'ensemble de la flotte américaine[243], soit 62 navires[244]. Guam et Singapour seront par exemple de nouveaux points d'appuis pour la flotte américaine, le premier abritant depuis avril 2013 un *Littoral Combat Ship* (LCS) tandis que le second « deviendra le port d'attache d'un quatrième sous-marin nucléaire d'attaque[245] ». Enfin, la majeure partie des porte-avions américains, soit 6 sur 11, sont déployés depuis 2015 dans l'océan Pacifique[246]. Ce redéploiement de la marine se fait en partie au détriment de la présence américaine près du continent européen[247], même si Clinton affirmait originellement qu'il ne s'agissait pas de réduire l'engagement américain en Europe[248].

Le repositionnement stratégique concerne aussi la composante aérienne de l'armée américaine, et 60% des 150 avions de chasse *F-32* sont ainsi concentrés en Asie-Pacifique[249]. Si le nombre de militaires présents au Japon a été réduit, le Pentagone entend déployer d'autres outils aériens afin d'assurer la protection de l'archipel. Depuis 2012, les États-Unis ont disposé successivement au Japon plusieurs drones de surveillance, des avions de patrouille et de lutte anti-sous-marine[250]. Une partie du

---

[240] Quentin Delarue, « Le pivot vers l'Asie : l'hégémonie américaine en jeu ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques* (IRIS), pp. 2-15.
[241] Ibid.
[242] Vince Scappatura, « L'Australie, pièce centrale du pivot américain », *Le Monde diplomatique*, février - mars 2015.
[243] Ibid.
[244] Dan de Luce, "US Shift to Asia on Track despite Budget Cuts: Admiral," *Agence France-Presse*, 6 mai 2013.
[245] Corentin Brustlein, *op.cit.*, pp. 53-65.
[246] Ibid.
[247] Phillip C. Saunders, *op.cit.*, p. 37.
[248] Hillary Clinton, « America's Pacific Century », *op.cit.*
[249] Corentin Brustlein, *op.cit.*, pp. 53-65.
[250] Vince Scappatura, *op.cit.*

déploiement de moyens de renseignements et de surveillance s'effectue grâce au retrait militaire du Moyen Orient[251].

Un autre volet caractéristique du *Pivot vers l'Asie* est la recherche de nouveaux partenariats stratégiques et de défense avec les pays de la région. Cette politique n'est toutefois pas inédite puisque le président G. W. Bush avait déjà contribué à cette initiative[252]. En cherchant de nouveaux partenariats militaires et de défense, l'administration Obama vise à dissuader la Chine de remettre en cause le statu quo régional, en renforçant le réseau d'alliances des États-Unis dans la région, et en améliorant le savoir faire militaire et les capacités de ces pays[253]. Ce dernier élément vise aussi à encourager la coopération sécuritaire entre les alliés de la région[254], afin qu'il puisse collectivement, et à terme sans l'assistance des États-Unis, former une dissuasion crédible face aux ambitions d'hégémonie régionale de la Chine.

Cette politique de la Maison-Blanche n'est pas sans rappeler la théorie de la transition d'alliance*,* élaborée en 1989 par Woosang Kim, et affinée par la suite[255]. L'auteur reprend la théorie de la transition de puissance élaborée par Organski en l'élargissant aux alliances. La différence principale réside dans le fait que Kim ne prend pas seulement en compte la puissance dominante et le potentiel challenger, mais aussi leurs alliés respectifs. Dès lors, la puissance découle aussi des alliances, et celle-ci est « une alternative viable » au développement interne des capacités d'un État[256]. Pour mesurer la distribution relative de la puissance, il faut donc prendre en compte le poids des alliances respectives. La théorie accorde donc une importance particulière aux puissances moyennes, puisque ces dernières peuvent faire pencher la balance en faveur d'un camp ou d'un autre[257].

Ainsi, par le jeu des alliances, la distribution de puissance peut être modifiée. En élargissant son réseau de partenariats de défense dans la région, les États-Unis renforcent leur avantage relatif dans la distribution de puissance avec la Chine. Le rapport de force n'est plus réduit aux capacités de chacun, mais prend aussi en compte la puissance des alliés respectifs. Cette politique semble particulièrement intéressante pour les États-Unis puisque l'évolution du rapport de force avec la Chine ne joue pas en leur faveur. Washington n'est toutefois pas condamner à perdre son leadership régional

---

[251] Corentin Brustlein, *op.cit.*, pp. 53-65.
[252] John Ford, « The Pivot to Asia was Obama's biggest mistake », *op.cit.*
[253] Vince Scappatura, *op.cit.*
[254] Ibid.
[255] Woosang Kim, « Rising China, pivotal middle power South Korea, and alliance transition theory », *op.cit.*, p. 252.
[256] Idem, p. 254.
[257] Woosang Kim, Scott Gates, « Power transition theory and the rise of China », *op.cit.*, p. 223.

grâce au soutien potentiel des puissances moyennes de la région. Si les États-Unis élargissent leur réseau d'alliances, l'avantage relatif dans le rapport de force avec la Chine est préservé, et la situation de parité de puissance considérée par Kim et plus largement par la théorie de la transition de puissance comme particulièrement dangereuse est évitée.

L'élargissement des partenariats stratégiques et de défense avec les États de la région constitue ainsi une des priorités du *Pivot vers l'Asie*. Dans un premier temps, les États-Unis renforcent leur coopération avec les alliés traditionnels (Japon, Corée du Sud, Australie) sur des « domaines critiques (DAMB, renseignement, guerre sous-marine, cyber-défense) et par des initiatives nouvelles dans des domaines tels que la surveillance aérienne et maritime, la lutte contre la piraterie et l'action d'urgence lors de catastrophes environnementales[258] ». Parallèlement, Washington favorise la coopération entre les alliés traditionnels et d'autres États de la région. Dès 2012, des consultations stratégiques sont par exemple mises en place entre les États-Unis, le Japon, et l'Inde. Pour Washington, ces exercices et consultations multipartites permettent de favoriser la coopération militaire entre les alliés de la région, et d'améliorer leur savoir-faire collectif, afin qu'ils puissent être plus indépendants de la puissance américaine, et qu'ils forment une dissuasion crédible aux ambitions d'hégémonie régionale de la Chine.

Dans le même temps, le Pentagone cherche à élargir ses partenariats stratégiques et son réseau d'alliance dans la région. En plus des alliés traditionnels, Washington cherche à développer de nouveaux partenariats avec d'autres États de la région, parmi lesquels l'Indonésie, le Vietnam, la Malaisie ou encore Brunei[259]. Les États-Unis renforcent par exemple leurs partenariats stratégiques avec la Nouvelle Zélande et Singapour[260]. Les frégates légères américaines sont ainsi autorisées à stationner à Singapour. Enfin, en avril 2014, un accord est trouvé avec les Philippines, qui prévoie « de faire stationner temporairement des avions et des navires de combats[261] ».

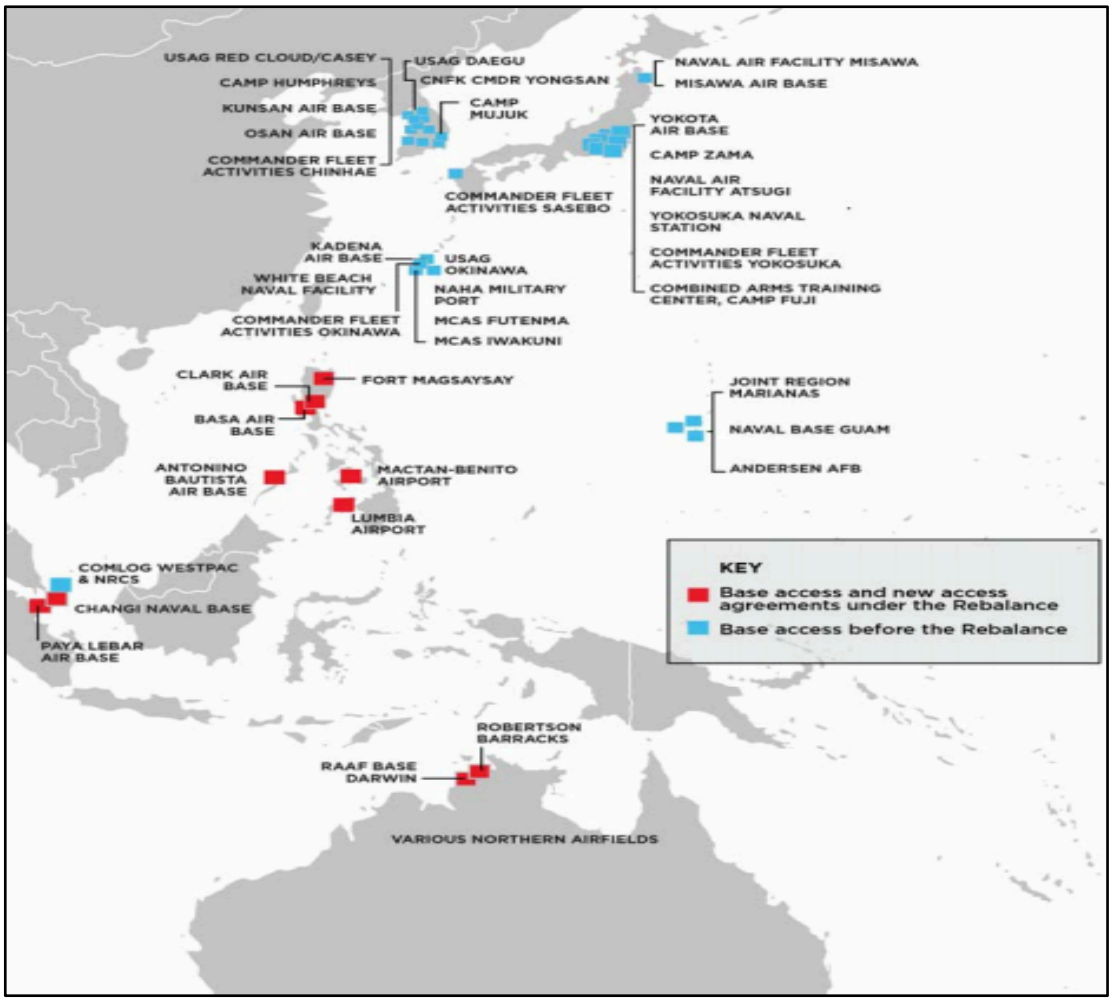
La recherche d'un partenariat stratégique avec l'Inde a aussi été une des priorités de la Maison-Blanche. New Delhi représente en effet une puissance émergente idéale pour contrebalancer l'influence de Pékin[262]. L'Inde aspire à devenir une grande puissance, et entretient des relations compliquées avec la Chine, notamment en raison des différends frontaliers qui ont mené à plusieurs conflits, ou encore en raison du

---

[258] Corentin Brustlein, *op.cit.*, pp. 53-65.
[259] Ibid.
[260] Tim Law, « Rebalancing what, exactly ? Analysing the United States' Pacific Pivot », *Centre for Defence and Strategic Studies*, 2015.
[261] Vince Scappatura, *op.cit.*
[262] Michel Nazet, « L'Inde, joker américain ? », *Conflit*, janvier - mars 2018, no. 16, p. 66.

soutien de la Chine envers le Pakistan[263]. Comme l'explique Michel Nazet : « les États-Unis, qui restent de loin la première puissance militaire du monde, ne peuvent que s'allier à l'Inde en passe de devenir la troisième pour contrecarrer la montée en puissance chinoise qui menace l'hégémonie américaine…[264]». L'administration Obama l'a bien compris, et plusieurs accords de collaboration en matière de défense ont été conclus entre l'Inde et les États-Unis[265].

Figure 4 : Nouveaux points d'appui américains[266]



[263] Wu Xinbo, « Cooperation, competition and shaping the outlook: the United States and China's neighbourhood diplomacy », *op.cit.*, pp. 859-860.
[264] Michel Nazet, *op.cit.*, p. 66
[265] Tanguy Struye de Swielande, cours de *Géopolitique des puissances émergentes*, slide 169, partie 2.
[266] Valérie Niquet, op.cit., p. 95.

En plus de disposer d'un réseau d'alliés dans la région, l'élargissement des partenariats stratégiques permet aux États-Unis de disposer de nouveaux points d'appui (cf. carte). Comme l'explique Corentin Brustlein, « ces partenariats sont fréquemment assortis d'autorisations d'accès des forces américaines à certaines installations nationales, et deviennent par là même un moyen pour Washington de constituer un réseau plus diversifié de points d'appui, dont pourraient bénéficier les forces américaines dans l'éventualité d'une opération dans la région[267] ». Le renforcement de la coopération militaire avec l'Australie s'est par exemple traduit par un plus large accès aux installations nationales. En 2014, les États-Unis obtiennent ainsi l'accord de Canberra pour faire transiter davantage d'avions de chasse et de bombardiers dans le nord du pays[268].

L'Australie n'est pas le seul pays à avoir autoriser le transit des forces armées américaines. En plus des alliés traditionnels, les États-Unis peuvent par exemple utiliser certaines bases aériennes de plusieurs États de la région, parmi lesquels la base aérienne de Changi East à Singapour, celle de Korat en Thaïlande, celle de Trivandrum en Inde, ou encore celles de Cubi-Point et Puerto Princesa aux Philippines[269]. Selon Corentin Brustlein, les États-Unis s'intéressent aussi « au port en eau profonde vietnamien de Cam Ranh, ainsi qu'à la base australienne de Stirling, qui pourrait permettre l'entretien de porte-avions[270] ». Ces différents points d'appui permettent aux forces américaines d'élargir leur présence régionale, et de bénéficier d'infrastructures déjà existantes. Cette politique relève aussi de l'évolution de la doctrine militaire du Pentagone, qui met désormais l'accent sur la rotation des forces, plutôt que sur l'instauration de bases militaires permanentes[271].

En résumé, le *Pivot vers l'Asie* et ses diverses initiatives illustrent une stratégie qui vise à préserver le statut de puissance dominante des États-Unis au niveau régional. Face à la montée en puissance de la Chine, le Pentagone estime qu'il faut investir davantage de ressources au niveau économique, diplomatique et militaire. Malgré des déclarations ambitieuses, le *Pivot vers l'Asie* n'a toutefois pas mené aux résultats escomptés, et n'a pas réussi à prévenir la montée en puissance de la Chine au niveau régional. L'abandon du *TPP* est une première explication, même si celle-ci n'est pas

[267] Vince Scappatura, *op.cit.*
[268] Ibid.
[269] Ibid.
[270] D.J Berteau, M.J Green (dir.), *op.cit.*, pp. 32-33.
[271] C. Phillip Saunders, *op.cit.*, p. 34.

suffisante. Corentin Brustlein souligne par exemple que le *Pivot vers l'Asie* n'a pas été suivi d'un investissement financier suffisant. Le gouvernement américain était dans une période d'austérité budgétaire, et la Maison-Blanche devrait trouver un moyen « d'économiser 487 milliards de dollars d'ici à 2023[272] ».

Cette politique a aussi eu des effets pervers puisqu'elle a renforcé l'insatisfaction de la Chine. Le déploiement de systèmes de défense balistique de la part de Washington en Asie-Pacifique en constitue un bon exemple[273]. A court terme, celui-ci augmente l'avantage de puissance dont dispose les États-Unis et ses alliés, et le risque de conflit s'amenuise. Cependant, à long terme, le déploiement de systèmes de défense balistique augmente l'insatisfaction de la Chine vis à vis du statu quo[274]. Enfin, l'investissement renforcé des États-Unis dans la région augmente les interactions entre les deux acteurs et par la même le risque de dérapage.

Dans la partie suivante, on analysera deux zones de compétition entre la Chine et les États-Unis, afin d'illustrer plus précisément les stratégies respectives et les intérêts compétitifs des deux acteurs dans la région. On s'intéressera tout d'abord au jeu triangulaire entre la Chine et les États-Unis en Asie-Pacifique, où l'on observe une compétition dans la recherche de partenariats et d'accords avec les pays de la région. L'enjeu de la mer de Chine sera ensuite analysé. On verra comment se caractérise la stratégie chinoise dans la région, comment Pékin remet en cause le statu quo, et pourquoi l'attitude expansionniste de Pékin en mer de Chine menace les intérêts américains dans la région.

---

[272] Corentin Brustlein, *op.cit.*, pp. 53-65.
[273] Kyungkook Kang, Jacek Kugler, « Assessment of deterrence and missile defense in East Asia: A power transition perspective », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, p. 280.
[274] Ibid.

Chapitre 4 : Compétition régionale entre la Chine et les États-Unis

1. Le jeu triangulaire en Asie-Pacifique

En Asie-Pacifique, on observe une compétition entre la Chine et les États-Unis dans la recherche de partenariats, d'accords, et d'investissements avec les pays de la région, de telle sorte qu'on a un jeu triangulaire entre les différents acteurs. Le repositionnement stratégique de la Maison-Blanche en Asie-Pacifique a accentué l'investissement de la Chine dans sa politique de voisinage, et on observe ainsi ces dernières années une augmentation de la compétition régionale entre Pékin et Washington[275]. Au niveau régional, la compétition entre les deux acteurs est vue comme un jeu à somme nulle, où les gains de chacun se font au détriment de l'autre[276].

Pour Pékin, le *Pivot* américain a eu plusieurs conséquences notables. Tout d'abord, il est largement perçu en Chine comme une volonté de l'isoler au niveau régional, mais aussi de l'empêcher de stabiliser sa périphérie immédiate[277]. A travers le volet diplomatique du *Pivot vers l'Asie*, la Chine réalise aussi la faiblesse de son intégration régionale au niveau sécuritaire avec les pays de la région[278]. C'est dans cette optique que Pékin renforce son investissement dans sa politique de voisinage. En 2014, lors de la conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie (*CICA*), Xi Jinping critique les alliances de sécurité des États-Unis dans la région, et décide de proposer une initiative concurrente intitulée le « concept de sécurité asiatique[279] ». Lors de ce discours, le chef du parti communiste souligne la nécessité de laisser aux pays de la région leur indépendance en terme de sécurité, de telle sorte que la sécurité régionale ne devrait pas impliquer les États-Unis, qui ne sont pas un pays asiatique[280].

Le projet des nouvelles routes de la soie est aussi un moyen de s'investir plus dans le voisinage, et de répondre au Pivot américain vers l'Asie[281]. Le repositionnement de la Maison-Blanche fait en effet pression sur les intérêts économiques et géopolitiques

[275] Wu Xinbo, *op.cit.*, pp. 860-861.
[276] William A Callahan, « Dreaming as a critical discourse of national belonging: China Dream, American Dream and world dream », *op.cit.*, p. 263.
[277] Wu Xinbo, *op.cit.*, pp. 860-862.
[278] Idem, pp. 862-863.
[279] Adam P. Liff, « China and the US alliance system », *The China Quarterly*, mars 2018, vol 233, p. 155.
[280] Ibid.
[281] Wu Xinbo, *op.cit.*, p. 861.

de la Chine dans la région[282], et le projet OBOR constitue donc une alternative à l'augmentation de l'influence américaine dans la région.

En Asie-Pacifique, les États de la région tentent de bénéficier de l'essor économique de la Chine, tout en se rapprochant des États-Unis sur le plan sécuritaire. Dès lors, certains experts, comme Claude Chancel, résument la compétition régionale ainsi : « la Chine pour se développer, les États-Unis pour se protéger[283] ». Cette idée reste en effet assez pertinente pour caractériser le jeu triangulaire entre Pékin et Washington dans la région. En revanche, cette tendance doit être nuancée, puisque la situation n'est pas aussi simple. La Chine domine la région de par sa puissance économique, et certains États comme le Laos ou le Cambodge sont largement sous influence chinoise en raison de leur dépendance économique envers Pékin[284]. En revanche, la Chine s'est aussi rapprochée de certains États sur le plan sécuritaire. Les Philippines du président Duterte ont par exemple plusieurs fois acheté des armes à Pékin, et la Malaisie a signé en novembre 2016 un accord de défense avec la Chine[285]. Dès lors, les États de la région jouent sur les deux tableaux, et n'ont pas uniquement recours à la Chine pour développer leurs échanges économiques.

Les États d'Asie-Pacifique profitent de la compétition entre les États-Unis et la Chine pour maximiser leurs intérêts. Il n'y a pas de basculement total en faveur d'un camp ou d'un autre, comme cela a pu être le cas durant la guerre froide. L'attitude des États de la région s'apparente à ce qu'on l'on appelle en anglais du *strategic hedging*. A la différence du *balancing*, cette posture est plus subtile, puisqu'il ne s'agit pas de s'aligner totalement avec une ou plusieurs puissances dans l'unique optique de contrebalancer une puissance émergente[286]. L'idée est de jouer sur plusieurs tableaux, en l'occurrence sur la Chine et les États-Unis, afin de maximiser ses intérêts, tout en veillant à garder une marge de manœuvre[287].

Concrètement, si les États de la région ont souvent recours aux États-Unis pour accroître leur sécurité relative, ces derniers profitent de l'essor économique de la Chine pour se développer. Les États de la région ne sont pas favorables à une remise en cause

---

[282] Idem, p. 862.
[283] Pascal Gauchon, « La relation dont dépend le monde », *op.cit*., pp. 39-42.
[284] Howard W. French, pp. 177-178.
[285] Michel Nazet, « Un face à face mondial », *Conflits*, janvier – mars 2018, no. 16, p. 56.
[286] Cheng-Chwee Kuik, Nor Azizan Idris, Abd Rahim Md Nor, « The China Factor in the U.S. "Reengagement" With Southeast Asia : Drivers and Limits of Converged Hedging : The China Factor in the U.S. "Reengagement" With Southeast Asia », *Asian Politics & Policy*, juillet 2012, vol. 4, no. 3, pp. 319-320.
[287] Suisheng Zhao, Xiong Qi, « Hedging and geostrategic balance of East Asian countries toward China », *Journal of Comptemporary China*, juillet 2016, vol. 25, no. 100, p. 485.

du statu quo au bénéfice de la Chine[288], et les États-Unis constituent dès lors la puissance idéale pour contrebalancer les dessins révisionnistes de Pékin :

« Being a distant hegemon, the United States remain the balancing power of choice for most countries on China's periphery. Therein lies the paradox : despite its relative decline, the United States has become the most sought-after power in the region. Everyone wants to benefit from economic ties with China, but no one wants the region dominated by Beijing or their Policy options constrained by China. Put simply, there is no desire to replace the fading American hegemony with Chinese hegemony[289] ».

L'opposition régionale à une remise en cause du statu quo par la Chine est problématique pour Pékin, puisqu'elle constitue un frein notable à son dessin d'hégémonie régionale. Cela pourrait constituer ici la plus grande difficulté de la stratégie chinoise, puisque cette appréhension régionale mène à un rapprochement avec Washington, qui complique à son tour l'aspiration chinoise à devenir la puissance dominante au niveau régional[290]. Alexander Moens et Brooke Smith Windsor soulignent toutefois que cette situation n'est pas inédite, puisque, historiquement, la montée en puissance d'une puissance continentale « a toujours mené à la formation d'une coalition de puissances maritimes pour contrebalancer celle-ci[291] ».

Pour les pays de l'ASEAN, les États-Unis constituent donc la puissance idéale pour préserver le statu quo. Dès lors, il existe un soutien régional à la présence militaire des États-Unis dans la région[292], et aux opérations américaines visant à assurer la liberté de navigation, même si ce sentiment doit toutefois être nuancé. Mark J. Valencia, chercheur à l'institut national d'études de la Mer de Chine du Sud, précise que le soutien des pays de la région vis à vis de la présence militaire américaine dans la région n'est pas unanime[293]. Certains États comme Singapour y sont largement favorables[294]. Ceci s'explique en partie par le fait que Singapour est essentiellement tributaire du commerce maritime, et compte sur les États-Unis pour garantir la liberté de circulation maritime[295]. Le Vietnam est aussi favorable à cette présence américaine. Hanoi a en effet une histoire compliquée avec la Chine[296], et a connu plusieurs fois des accrochages

---

[288] Christopher Schnaubelt, « The military aspects of the US rebalance to the Asia-Pacific », *Rand Corporation*, publié dans la revue *NATO and Asia-Pacific*, Forum Paper 25, pp. 39-60.
[289] Ibid.
[290] Amitai Etzioni, *op.cit.*, p. 42.
[291] Christopher Schnaubelt, *op.cit.*, pp. 39-60.
[292] Cheng-Chwee Kuik, *op.cit.*, p. 337.
[293] Mark J. Valencia, « Does ASEAN support US military presence in South China Sea », *The Jakarta Post*, 2 avril 2018.
[294] Cheng-Chwee Kuik, *op.cit.*, p. 337.
[295] Ibid.
[296] Howard W. French, pp. 148-149.

avec Pékin en mer de Chine. En revanche, l'Indonésie est plus réservée sur la présence militaire américaine dans la région, tandis que Brunei serait enclin au compromis avec la Chine[297]. D'autres États comme le Cambodge, le Laos, ou Myanmar sont soit neutres, soit en faveur de la Chine[298]. Dans leurs déclarations officielles, les responsables américains laissent pourtant entendre que l'ensemble des pays de la région soutient la présence militaire américaine en mer de Chine[299].

L'appréhension régionale vis à vis d'une remise en cause du statu quo par la Chine bénéficie aux États-Unis, puisque les pays de la région sont plus enclins à se rapprocher de Washington sur le plan sécuritaire[300]. On est ici dans un jeu à somme non nulle, puisque chaque parti a intérêt à opérer un rapprochement avec l'autre, et on a donc des bénéfices partagées. Comme le précise Pascal Gauchon, les États-Unis « ajoutent tous ceux que l'expansion chinoise inquiète comme le Vietnam ou l'Inde en une coalition des inquiétudes[301] ». Le renforcement de la coopération militaire avec les États-Unis permet aux États de la région de réduire leur insécurité relative, et de répondre à leurs appréhensions vis à vis de la Chine.

L'appréhension régionale vis à vis de la montée en puissance de la Chine mène aussi à un dilemme de la sécurité. L'augmentation des dépenses en armements de Pékin, son activité expansionniste en mer de Chine, ou encore le manque de transparence vis à vis de ses intentions à moyen et à long terme, inquiètent les États de la région. En plus du rapprochement avec les États-Unis, une autre conséquence de cette appréhension régionale est l'augmentation des dépenses en armements des pays de l'Asie-Pacifique. Quentin Delarue, analyste à l'institut *Prospective et Sécurité en Europe* (*IPSE*), souligne par exemple qu'entre 2003 et 2012, les dépenses militaires en Asie de l'Est ont augmenté de 71%[302]. Si l'on s'intéresse aux dépenses militaires à l'échelle mondiale, on voit que celles-ci ont augmenté sur la même période de 34,9%[303]. On voit donc que la dynamique de militarisation en Asie de l'Est est bien plus importante qu'à l'échelle systémique, ce qui illustre le dilemme de sécurité au niveau régional. Parallèlement si l'on s'intéresse aux Philippines, qui a des contentieux avec Pékin en Mer de Chine du

[297] Ibid.
[298] Ibid.
[299] Mark J. Valencia, *op.cit.*
[300] William T. Tow, Satu Limaye, « What's China got to do with It? U.S. alliances, partnerships in the Asia-Pacific », *Asian Politics & Policy*, janvier 2016, vol. 8, no. 1, p. 21.
[301] Pascal Gauchon, *op.cit.*, p. 42.
[302] Quentin Delarue, *op.cit.*
[303] Ibid.

Sud, on voit qu'entre 2010 et 2016, Manille a augmenté ses dépenses militaires de 40%[304].

Si la montée en puissance de la Chine encourage les pays de l'ASEAN à développer leurs capacités militaires et à se rapprocher de Washington, les États de la région prennent toutefois soin de ne pas s'aligner complètement avec les États-Unis. Ceci s'explique en partie par le fait que ces derniers ne souhaitent pas s'opposer frontalement à la puissance chinoise[305], afin de ne pas s'exposer aux sanctions de Pékin. Cette attitude des pays de l'ASEAN démontre l'influence acquise par la Chine au niveau régional, mais aussi la crainte que celle-ci suscite. Face à la compétition régionale entre la Chine et les États-Unis, les pays de la région ne souhaitent surtout pas « braquer » la puissance chinoise[306]. L'objectif est avant tout de ne pas provoquer de conflit avec Pékin, et de ne pas mettre un terme aux opportunités, principalement économiques, que peut offrir la puissance chinoise. On retrouve par exemple cette attitude en Malaisie[307]. Bien que Kuala Lumpur ait des contentieux avec Pékin en mer de Chine du Sud, ou encore de relations diplomatiques compliquées par le passé, la Malaisie n'a pas opté pour un *balancing* total vis à vis de la Chine[308] :

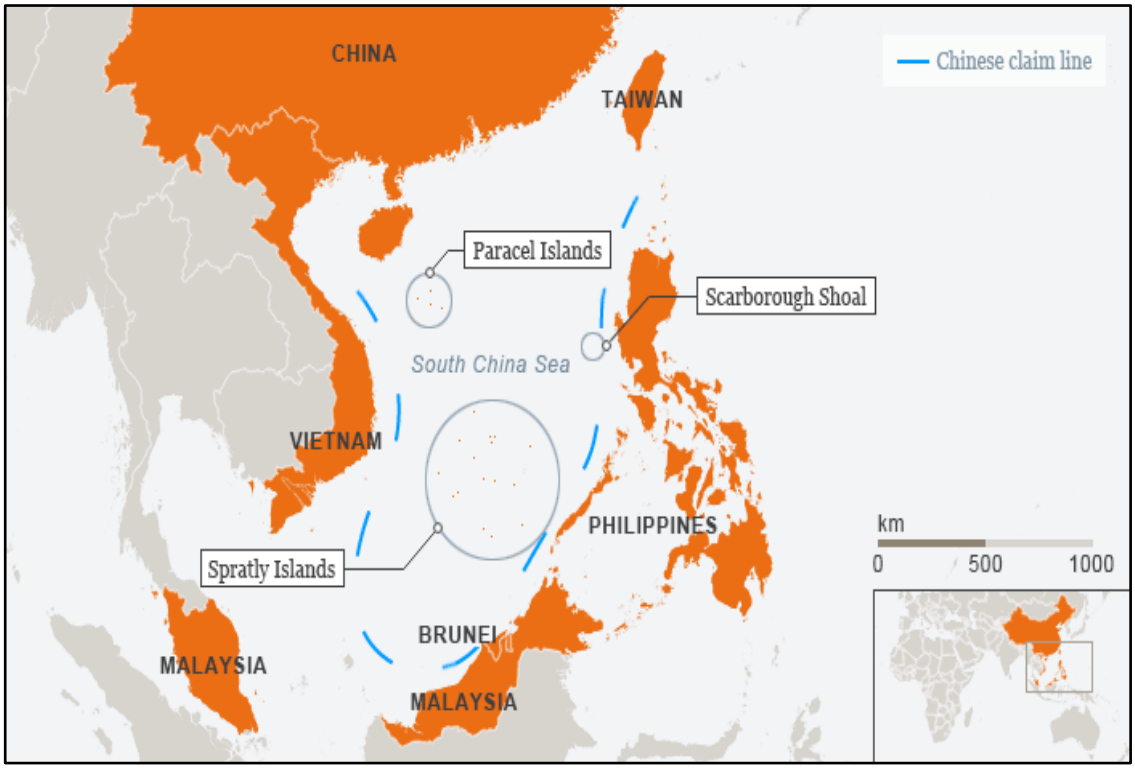
« Despite its growing anxiety about Beijing and despite the availability of the U.S. military as a source of allied support, Malaysia has kept downplaying the China threat and declined to overplay the U.S. card, in effect choosing to hedge in a lighter manner than that of even the non claimant countries of Indonesia and Singapore. »

[304] « What does China really spend on its military ? », *China Power*, *op.cit.*
[305] Cheng-Chwee Kuik, *op.cit.*, p. 317.
[306] Ibid.
[307] Ji yun Lee, « Hedging strategies of the middle powers in East Asian security : the cases of South Korea and Malaysia », *East Asia*, mars 2017, vol. 34, no. 1, pp. 32-33.
[308] Cheng-Chwee Kuik, « Malaysia between the United States and China: What do weaker states hedge against? : Malaysia between the United States and China », *Asian Politics & Policy*, janvier 2016, vol. 8, no. 1, p. 156.

2. Compétition en mer de Chine

Ces dernières années, la compétition entre la Chine et les Etats-Unis en mer de Chine s'est intensifiée. Depuis 2009, Pékin s'investit davantage dans la région, et construit un ensemble d'îles artificielles ou d'extensions territoriales qui permettent d'abriter des pistes aériennes ou encore des batteries militaires. L'expansion chinoise en mer de Chine menace les intérêts américains, et affaiblit sa prédominance militaire dans la région[309]. En conséquence, on observe une intensification de la compétition bilatérale dans l'espace maritime régional.

Figure 5 : Carte à neuf traits des revendications chinoises[310]



[309] Aaron L Connelly (ed.), « Southeast Asian perspectives on US–China competition », *Council on Foreign Relations*, août 2017, pp. 1-25.
[310] https://www.dw.com/en/chinas-nine-dashed-line-has-no-basis-under-international-law/a-18609290

La Mer de Chine du Sud est un espace à l'importance stratégique à l'échelle régionale, mais aussi au niveau mondial. La zone comprend près de 3,5 millions de kilomètres carrés[311], et borde plusieurs États parmi lesquels la Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei, ou encore l'Indonésie. La Mer de Chine est aussi un axe commercial majeur, puisque près de 40 000 navires y transitent chaque année, ce qui correspond à environ 40% du commerce maritime mondial[312]. L'axe principal de transit est le détroit de Malacca, qui représente la route maritime la plus courte pour rejoindre l'océan Indien et l'Europe depuis l'Asie-Pacifique, et qui fait transiter les ressources en hydrocarbures d'Afrique et du Moyen Orient jusqu'en Asie-Pacifique. Le bon fonctionnement du commerce à l'échelle systémique mais aussi la sécurité en approvisionnement énergétique des États de la région dépend de cet axe stratégique.

La mer de Chine abrite aussi des ressources gazières et pétrolières[313]. En 2016, plus de 200 entreprises sont engagées dans l'exploitation de gaz et de pétrole dans la région, tandis qu'en 2013, une étude du département de l'énergie américaine estime que la zone abrite 11 milliards de barils de pétrole et près de 57 trillons[314] de mètres cubes de gaz[315]. Enfin, la mer de Chine est une région riche en ressources halieutiques.

Au-delà de son importance stratégique, la mer de Chine du Sud est l'espace maritime le plus contesté au monde[316]. En 2018, 7 pays ont des revendications territoriales dans la région : la Chine, Taiwan, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, Brunei, et « plus récemment l'Indonésie[317] ». La Chine revendique sa souveraineté sur près de l'entièreté de la zone et sur les 2 principaux archipels de la région, à savoir les Spratleys et les Paracels. Pékin contrôle effectivement l'archipel des Paracels depuis le conflit maritime avec le Vietnam du Sud en 1974, même si Hanoï continue de revendiquer une partie de cet espace maritime[318]. L'archipel des Spratleys est encore plus contesté puisque la Chine, Taiwan, les Philippines, la Malaisie et Brunei ont des revendications sur l'archipel, qui comprend plus de 230 îles, dans un espace de près de 250 000 kilomètres carrés[319].

---

[311] Katherine Morton, « China's ambition in the South China Sea: is a legitimate maritime order possible ? », *op.cit.*, pp. 914-915.
[312] Ibid.
[313] Kamrul Hossein, « The UNCLOS and the US-China Hegemonic Competition over the South China Sea », *Journal of East Asia and international law*, mars 2013, vol 6, no. 1, p. 108.
[314] Conversion des 190 trillons de pieds cubes en mètres cubes sur le site « metric-conversions.org. »
[315] Katherine Morton, *op.cit.*, pp. 914-915.
[316] Zack Cooper, « Getting Serious About Strategy in the South China Sea », *op.cit.*, p. 14.
[317] Ibid.
[318] Kamrul Hossein, *op.cit.*, p. 111.
[319] Ibid.

En mai 2009, la Chine officialise son intention de souveraineté sur près de l'entièreté de la région. L'approche imminente d'une deadline imposée par la convention des Nations Unies sur le droit de la mer (*UNCLOS*) concernant les revendications territoriales en mer de Chine encourage Pékin à envoyer une carte à l'ONU. Celle-ci revendique jusqu'à 90% de la mer de Chine du Sud[320]. La carte est aussi accompagnée d'une note verbale précisant la position chinoise :

« China has indisputable sovereignty over the islands in the South China Sea and adjacent waters, and enjoys sovereign rights and jurisdiction over the relevant waters as well as the seabed and subsoil thereof (see attached map). The above position is consistently held by the Chinese government, and it is widely known by the international community (CML/17/2009)[321] ».

L'envoi de cette carte aux Nations Unies constitue les débuts de ce qui est communément appelé l'assurance nouvelle de la Chine[322]. Ce terme, fréquemment utilisé dans la littérature scientifique, renvoie au changement de posture de la Chine à partir des années 2008-2009, pour passer à une approche plus musclée concernant le contrôle de son environnement régional. La carte envoyée aux Nations Unies trouve son origine dans les années 1930 lors du siècle de l'humiliation[323], et témoigne d'une volonté de plus en plus assumée d'hégémonie régionale. Pour justifier ses prétentions, Pékin a recours à plusieurs arguments historiques. Selon les dirigeants chinois, le gouvernement de Taïwan a fourni en 1947 une version de cette carte qui n'a à l'époque pas été contestée, ce qui démontre l'accord implicite des pays de la région concernant la souveraineté chinoise sur la région[324]. Pékin affirme aussi que les pêcheurs et marchands chinois contrôlaient historiquement la zone. On peut retenir que cet argument est controversé, et qu'il n'est pas suffisant selon le droit de la mer pour justifier la souveraineté chinoise sur la région[325]. En 2016, un tribunal de l'*UNCLOS* juge ainsi que la carte fournie par la Chine n'est pas une revendication en accord avec le droit de la mer, et que les prétentions chinoises ne sont donc pas justifiées[326].

A la suite de cet événement, la Chine adopte une posture plus « assurée » ou plus expansive. Pékin prend progressivement le contrôle de territoires disputés en mer de

---

[320] Zack Cooper, *op.cit.*, p. 15.
[321] Lettre de la mission permanente chinoise aux Nations Unis au secrétaire général de l'ONU, New York, 7 mai 2009.
[322] Howard W. French, op.cit., p. 188.
[323] Katherine Morton, *op.cit.*, p. 919.
[324] Kamrul Hossein, *op.cit.*, pp. 114-116.
[325] Idem, p. 117.
[326] « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », *Département américain de la défense*, rapport annuel au Congrès, 17 mai 2017, intro.

Chine du Sud, parmi lesquels le récif de Scarborough en 2012, qui appartenait auparavant aux Philippines[327]. Depuis l'été 2014, Pékin a aussi construit des installations civiles et militaires sur 7 îles au sein de l'archipel des Spratleys[328], bien que celui-ci soit disputé. La Chine procède à des extensions territoriales d'îlots ou parfois même de simples rochers, qu'elle transforme en îles abritant des pistes aériennes, des postes de ravitaillement ou des missiles sol-air[329].

La stratégie chinoise consiste à créer des réalités sur le terrain, dans des territoires maritimes contestées, tout en refusant simultanément de participer à des procédures légales internationales. L'idée est de créer une réalité objective en mer de Chine, qui fait progressivement changer les calculs stratégiques et les perceptions des États voisins qui n'osent pas s'opposer à la Chine dans l'appréhension d'un conflit ouvert avec Pékin[330]. L'objectif n'est pas de changer brutalement le statu quo, mais de le faire de manière progressive, afin de ne pas déclencher de riposte de la part de l'adversaire[331], ou de créer une coalition régionale à son encontre. La Chine utilise aussi sa puissance économique afin d'influencer les États qui s'opposeraient à son expansion. Ainsi en 2012, lorsque Pékin est en conflit avec les Philippines à propos du récif de Scarborough, la Chine décide de restreindre ses importations venant de Manille[332].

La construction d'îles artificielles abritant des structures civiles et militaires permet également d'améliorer son positionnement géostratégique dans la région. L'archipel des Spratleys constitue par exemple un point d'appui idéal entre l'océan Pacifique et l'océan Indien[333]. La multiplication des points d'appui en Mer de Chine permet aussi à Pékin de jouer sur la flexibilité de ses forces armées et d'augmenter sa présence dans la région[334]. Progressivement, la position relative de la Chine s'améliore et son expansion devient par la même plus difficile à contrer.

Le rapport de force régional évolue en faveur de Pékin, qui dispose de point d'appui militaire à proximité de potentiels rivaux. La militarisation des îles contrôlées joue aussi sur les perceptions régionales et la Chine accroit son pouvoir d'intimidation sur les États de la région. Pékin améliore aussi ses capacités de projection de puissance, quasi inexistantes dans le passé. La construction de plusieurs pistes aériennes dans la

---

[327] Zack Cooper, *op.cit.*, p. 15.
[328] Shinji Yamaguchi, « Strategies of China's Maritime Actors in the South China Sea », *China Perspectives*, juillet 2016, no. 3, p. 28.
[329] Katherine Morton, *op.cit.*, p. 934.
[330] « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », *op.cit.*, p. 12.
[331] Zack Cooper, *op.cit.*, p. 13.
[332] « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », *op.cit.*, p. 12.
[333] Katherine Morton, *op.cit.*, p. 934.
[334] « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », *op.cit.*, p. 12.

région permet à l'armée de l'air de couvrir une zone de plus en plus large, progressivement, à travers l'ensemble de la Mer de Chine[335]. Fin 2015, Pékin a, par exemple, créé près de 1300 hectares[336] de terres dans 7 îlots au sein de l'archipel des Spratleys[337]. Sur ces terrains, la Chine construit des pistes aériennes, des installations portuaires, et des zones de ravitaillement, autant d'éléments essentiels pour projeter sa puissance militaire.

Le développement des capacités de projection militaire de la Chine doit être lié à la volonté du parti communiste de contrôler les différentes lignes de défense. Les installations chinoises auraient en effet vocation à abriter des outils militaires de projection de puissance comme les bombardiers à longue portée :

« (...) Construction of airstrips and the enhanced power projection capability of China's Air Force could have implications beyond the SCS. According to Kanwa Defence Review, the airstrips are designed to be used by the H-6K bomber, a new type of H-6 bomber equipped with a CJ-10 air-to- land cruise missile with an attack range of over 2,000 km[338] ».

Au-delà de l'expansion chinoise en mer de Chine, on peut se demander en quoi celle-ci concerne Washington. Celle-ci est tout d'abord problématique pour les États-Unis puisqu'elle est jugée contraire aux intérêts du Pentagone. Mais alors, quelles sont les préoccupations régionales de Washington dans la région ? On en dénombre plusieurs.

Tout d'abord, les États-Unis ont un intérêt commercial en mer de Chine. En 2013, le commerce entre Washington et les pays d'Asie du Sud-Est dépasse 200 milliards de dollars par an[339]. Les États-Unis comptent aussi un grand nombre d'entreprises impliquées dans l'extraction et le développement d'hydrocarbures en mer de Chine, ce qui dénote non seulement des intérêts économiques, mais aussi un devoir de protection envers les entreprises nationales[340].

Pour le Pentagone, l'expansion de la Chine dans la région menace ses intérêts commerciaux. Pékin a par exemple plusieurs fois fait pression sur des entreprises étrangères impliquées dans l'exploitation d'hydrocarbures, notamment au large des côtes vietnamiennes[341]. Washington estime aussi que les gains relatifs engendrés par Pékin en mer de Chine pourraient lui permettre à terme de mettre en place un blocus

---

[335] Shinji Yamaguchi, *op.cit.*, p. 29.
[336] Conversion des acres en hectares réalisée sur le site : http://www.the-converter.net/fr/areas/ac/ha
[337] « Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017 », *op.cit.*, p. 12.
[338] Shinji Yamaguchi, *op.cit.*, p. 29.
[339] Kamrul Hossein, *op.cit.*, pp. 122-123.
[340] Idem, p. 124.
[341] Ibid.

commercial dans la région ou de menacer de le faire afin d'influencer les pays de la région[342].

Le renforcement du contrôle de la Chine dans une région stratégique pourrait lui conférer à terme le statut de puissance hégémonique, et par la même accroître considérablement son pouvoir d'influence sur les pays de la région, et sur ceux dépendants de cette route commerciale. L'expansion de la Chine ne menace donc pas seulement les intérêts exclusifs du Pentagone, mais aussi ceux de ses alliés. A titre d'exemple, 90% du pétrole indispensable aux alliés régionaux de Washington transite par le détroit de Malacca[343].

Au-delà des préoccupations économiques, l'expansion chinoise menace le statut de puissance militaire dominante des États-Unis dans la région, une position établie depuis la fin de la seconde guerre mondiale[344]. Washington sait pertinemment que son retrait de la région mènerait à un *power vacuum*, qui profiterait inévitablement à la Chine[345]. Dans une telle situation, la capacité des États-Unis à préserver ses intérêts régionaux serait considérablement affaiblie, tout comme son image auprès de ses alliés.

De plus en plus, l'expansion de Pékin dans la région est vue comme la confirmation que la Chine cherche à dominer la région, et par la même à devenir la puissance hégémonique en Asie-Pacifique[346]. Indiscutablement, Pékin remet en cause l'ordre régional mis en place par les États-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De son côté, la Chine estime qu'en renforçant leur présence militaire dans la région, les États-Unis cherchent à contenir la montée en puissance de Pékin, et ainsi préserver leur statut de puissance dominante[347]. La Chine joue aussi sur le fait que les États -Unis ne sont pas partie prenante dans les disputes territoriales en mer de Chine, pour justifier le fait que la présence militaire américaine dans la région n'est pas légitime[348]. Washington devrait laisser les parties prenantes délibérer et n'aurait pas son mot à dire. Les leaders du parti communiste expliquent que la stratégie américaine est une ingérence dans les affaires régionales, et que Washington vise à préserver son hégémonie en encourageant une coalition à son encontre[349].

Pour les États-Unis, le rapport de force doit aussi être élargi à une plus large échelle. Si l'expansion chinoise fait peser une menace sur leur domination stratégique

[342] Zack Cooper, *op.cit.*, p. 16.
[343] Kamrul Hossein, *op.cit.*, pp. 122-123.
[344] Katherine Morton, *op.cit.*, pp. 928-929.
[345] Kamrul Hossein, *op.cit.*, p. 124.
[346] Katherine Morton, *op.cit.*, p. 910.
[347] Kamrul Hossein, *op.cit.*, p. 125.
[348] Ibid.
[349] Idem, p. 127.

au niveau régional, elle pourrait aussi encourager la Chine à remettre en cause le statu quo dans d'autres endroits : par exemple à Taïwan, en mer de Chine de l'Est avec les îles Senkakus, ou encore dans l'océan Indien[350]. L'évolution du rapport de force en faveur de la Chine pourrait aussi encourager les pays de la région à céder aux intentions chinoises, ou encore à s'aligner avec Pékin[351]. Le jeu triangulaire entre la Chine et les États-Unis pourrait alors tourner en faveur de Pékin, ce qui rendrait ainsi inefficace la stratégie adoptée par Washington visant à contenir la Chine par le jeu des alliances régionales.

[350] Zack Cooper, *op.cit.*, p. 17.
[351] Ibid.

Conclusion

Ce travail s'est intéressé à l'évolution de la puissance relative entre la Chine et les Etats-Unis en cherchant à éclairer la dynamique en cours, et en analysant les stratégies de Pékin et de Washington quant à l'évolution du rapport de force. Par la suite, la compétition régionale a été étudiée à travers deux domaines d'intérêts compétitifs : le jeu triangulaire en Asie-Pacifique et l'enjeu de la mer de Chine.

La première partie de ce travail s'est intéressée à la distribution de puissance relative, ainsi qu'à son évolution au cours des dernières décennies. On a vu qu'au niveau économique, l'évolution du rapport de force joue en faveur de Pékin. Depuis les années 1980, la Chine rattrape la puissance économique américaine à une vitesse inédite, tandis que les États-Unis poursuivent leur déclin relatif. Si l'on considère que la Chine n'est pas encore la puissance dominante au niveau économique, on peut estimer que Pékin constitue un challenger sérieux de la puissance économique américaine.

L'étude du rapport de force militaire mène à la conclusion que les États-Unis restent largement la première puissance militaire à l'échelle mondiale. En revanche, à l'instar de son développement économique, la Chine améliore rapidement ses capacités militaires, ainsi que son positionnement relatif dans le rapport de force en Asie-Pacifique. Si la Chine ne peut pour le moment être considérée comme un challenger de la puissance militaire américaine à l'échelle mondiale, on peut toutefois estimer que Pékin représente un challenger au niveau régional, en Asie-Pacifique.

La deuxième partie de ce travail s'est intéressée aux stratégies de la Chine et des États-Unis quant à l'évolution du rapport de force. On a vu qu'au niveau régional, la dynamique d'interaction pourrait être résumée ainsi : tandis que la Chine renforce son contrôle sur son environnement régional, projetant à terme de devenir la puissance dominante en Asie-Pacifique, les États-Unis tentent de préserver le statu quo régional, en restant la puissance dominante au niveau géostratégique. Cette situation est intéressante puisqu'elle illustre la dynamique de la théorie de la transition de puissance, appliquée au niveau régional. On assiste ici à la montée en puissance d'une Chine révisionniste face à une puissance dominante américaine sur le déclin, qui tente de préserver le statu quo régional.

La troisième partie de ce travail s'est intéressée à la compétition entre la Chine et les États-Unis avec les pays de l'Asie-Pacifique, ainsi qu'à l'enjeu de la mer de Chine. On a vu que les États de la région profitent de la compétition entre Pékin et Washington pour maximiser leurs intérêts, et que bien souvent, il n'y avait pas de

basculement total en faveur d'un camp ou d'un autre. Si les États de la région ont souvent recours aux États-Unis pour accroître leur sécurité relative, ces derniers prennent souvent soin de ne pas s'aligner complètement avec Washington, afin de ne pas braquer Pékin, et de pouvoir ainsi bénéficier de la puissance économique chinoise. A travers l'enjeu de la mer de Chine, on a vu que Pékin améliore sa position relative, élargit et diversifie ses point d'appui dans la région. Pour Washington, l'expansion de Pékin en mer de Chine est considérée comme contraire à ses intérêts, et affaiblit sa prédominance géostratégique dans la région[352]. Pour le moment, les États-Unis n'arrivent toutefois pas à enrayer la dynamique d'expansion chinoise dans la région[353].

Si l'on applique la théorie de la transition de puissance, on en conclut que l'on est dans une situation où la probabilité d'une guerre hégémonique est la plus élevée. Pour rappel, les deux variables principales de la théorie sont les suivantes : la première étudie la distribution de puissance afin de déterminer si on a un rattrapage relatif du challenger sur la puissance dominante, et la deuxième analyse le caractère révisionniste ou non du challenger. Si l'on applique la théorie à la compétition régionale, l'analyse est la suivante : on assiste à la montée en puissance d'une Chine révisionniste qui vient remettre en cause le statut de puissance dominante des États-Unis dans la région. Dès lors, on est dans une situation où les deux variables interagissent, et dans le cas de figure le plus instable, celui où la probabilité d'une guerre entre la Chine et les Etats-Unis est la plus élevée.

L'apport de la théorie de la transition de puissance ne doit toutefois pas amener à la conclusion qu'une guerre entre Pékin et Washington est inéluctable. Comme précisé auparavant, la théorie n'est pas déterministe[354], et celle-ci ne postule pas que ce type de configuration mène inévitablement à une guerre hégémonique. On parle de probabilité accrue, et non pas de conflit inéluctable. La situation étant néanmoins instable, on peut se demander quelles sont les options possibles pour réduire la probabilité d'une guerre hégémonique entre la Chine et les États-Unis.

Tout d'abord, si on compare la dynamique de transition actuelle aux précédents historiques, deux facteurs peuvent être soulignés. Le premier renvoie à la possession mutuelle de l'arme atomique. La triade nucléaire implique désormais qu'une frappe préemptive ne peut plus assurer la destruction de l'entièreté des capacités nucléaires de l'adversaire. Dès lors, l'utilisation de la bombe nucléaire implique une riposte de la part

---

[352] Aaron L Connelly (ed.), « Southeast Asian perspectives on US–China competition », *Council on Foreign Relations*, août 2017, pp. 1-25.
[353] Howard W. French, *op.cit.*, p. 264.
[354] Ronald L Tammen, *op.cit.*, p. 318.

de l'adversaire, et une éventuelle destruction mutuelle. La guerre nucléaire n'est donc plus une option acceptable, puisqu'on ne peut détruire l'autre sans se détruire soi-même. La conséquence de cet état de fait est que la sécurité fondamentale du challenger est liée à celle de la puissance dominante, et que ces derniers sont condamnés à coexister. Cette réalité dépend toutefois de la rationalité des leaders politiques, et la guerre conventionnelle est toujours possible. Cependant, la sécurité fondamentale de la Chine et des États-Unis ne peut plus être dissociée[355], et les deux sont condamnés à coexister malgré leurs rivalités.

Le deuxième élément qui distingue les transitions de puissance préalables de la situation contemporaine est l'augmentation de l'interdépendance économique. Les États-Unis sont par exemple le premier marché d'exportation pour la Chine, tandis que Pékin détient la plus large part de la dette américaine[356]. De plus, deux tiers des importations de pétrole de la Chine transitent à travers des axes stratégiques qui sont contrôlés par la puissance militaire américaine[357]. Dès lors, dans l'éventualité d'une guerre entre les deux acteurs, les coûts économiques seraient gigantesques. L'essor de l'interdépendance économique a ainsi conduit le milieu académique à introduire un nouveau concept qui fait écho à la dissuasion nucléaire. On parle ici de la destruction économique mutuelle assurée, ou *mutual assured economic destruction* (*MAED*) en anglais[358]. L'idée est que les coûts économiques seraient tels dans l'éventualité d'une guerre, que cela dissuaderait les protagonistes de s'engager dans un conflit.

Ces deux éléments impliquent néanmoins la rationalité des acteurs. L'histoire enseigne pourtant que les guerres surviennent même lorsque les dirigeants politiques sont « déterminés à les éviter[359] ». L'intensification de la compétition entre la Chine et les États-Unis en Asie-Pacifique augmente le risque de dérapage. Plusieurs scénarios comme la collision entre deux navires militaires, l'indépendance de Taïwan ou une guerre entre la Chine et le Japon à propos des îles Senkakus, illustrent le risque d'escalade entre Pékin et Washington. Pour minimiser le risque de conflit, les stratégies des acteurs au niveau régional pourraient être repensées.

Selon Graham Allison, les États-Unis devraient avant tout mettre en place une stratégie durable et cohérente à l'égard de la Chine et remettre en cause leur stratégie actuelle. Selon l'auteur, la stratégie du Pentagone consiste principalement à tenter de

---

[355] Allison pp. 206-209.
[356] Idem, p. 210.
[357] Idem, p. 211.
[358] Leon Whyte, US-China : Mutually Assured Economic Destruction ?, *The Diplomat*, 26 mai 2015.
[359] Graham Allison, *op.cit.*, p. 155.

préserver *la Pax Americana* forgée à la suite de la seconde guerre mondiale[360]. En revanche, les États-Unis doivent se confronter à une nouvelle réalité qui implique que cet ordre international ne peut plus être préservée :

« (…) that status quo cannot be sustained when the underlying economic balance of power has tilted so dramatically in China's favor. So America's real strategy, truth be told, is hope[361] ».

Howard W. French dresse aussi la même conclusion. Selon lui, la stratégie américaine à l'égard de la Chine se caractérise par une opposition ferme et stérile à toute remise en cause du statu quo, tout en se focalisant sur le rapport de force militaire en Asie-Pacifique, notamment à travers l'initiative du *Pivot vers l'Asie*[362]. Cette stratégie est pourtant inefficace puisqu'elle n'empêche pas Pékin de consolider sa présence en mer de Chine[363]. L'intensification de la présence américaine dans la région augmente aussi le risque de collisions maritimes dans la région puisque les navires militaires chinois et américains opèrent désormais avec une proximité inédite[364]. Le système d'alliance des Etats-Unis dans la région a aussi un effet pervers notable puisqu'il augmente la probabilité que Washington s'engage dans un conflit tiers, par exemple entre la Chine et le Japon.

La remise en cause de la stratégie américaine ne signifie pas que la Chine est exempte de tout reproche et que le caractère pacifique de cette transition de puissance dépend uniquement de Washington. Dans son ouvrage *World Politics*, Organski rappelle toutefois que le comportement du challenger est plus inflexible que celui de la puissance dominante. La montée en puissance du challenger mène à la volonté d'obtenir plus d'influence, et de recevoir davantage de bénéfices de l'ordre international. La Chine considère également la région comme sa zone d'influence historique, et il est difficile d'imaginer une inflexion de sa stratégie en Asie-Pacifique. En revanche, on peut estimer que les États-Unis disposent d'une plus grande marge de manœuvre.

Washington pourrait par exemple clarifier ses intérêts vitaux et se demander si la préservation de sa domination militaire en Asie-Pacifique est essentielle. Selon Doug Bandow, chercheur au *Cato Institute*, si on peut considérer que la Chine représente une menace à l'hégémonie américaine dans la région, Pékin ne pose pas de menace aux

---

[360] Idem, p. 237.
[361] Idem, p. 238.
[362] Howard W. French*, op.cit.*, p. 264.
[363] Ibid.
[364] Graham Allison, *op.cit.*, p. 167.

Etats-Unis en tant que tel[365]. Graham Allison présente lui aussi la même analyse et estime que l'intérêt fondamental des États-Unis est de rester « une nation libre, avec des institutions et des valeurs intactes », et que cela ne signifie pas de défendre « chaque revendication menée par les Philippines ou le Vietnam en mer de Chine du Sud », ou encore de défendre Taïwan dans l'éventualité d'un conflit entre Taipei et Pékin[366].

Une autre alternative à la situation actuelle serait de mettre l'accent sur les intérêts partagés par la Chine et les États-Unis. Selon Graham Allison, les principales menaces qui pèsent sur les deux pays sont la destruction nucléaire mutuelle, la prolifération des armes de destruction massive, le terrorisme, ou encore le changement climatique[367]. On peut considérer que ces intérêts communs pèsent davantage que les intérêts exclusifs des deux parties, et que la Chine et les États-Unis ont intérêt à travailler ensemble pour résoudre ces défis au niveau systémique.

[365] Doug Bandow, « China's military rise means end of US hegemony ? », *Korea Times*, 5 mai 2009.
[366] Graham Allison, *op.cit.*, p. 235.
[367] Idem, p. 227-231.

Bibliographie

Monographies

- ALLISON Graham, *Destined for war*, New York : Houghton Mifflin Harcourt, 2017, 384 p.

- ALLISON Graham, BLACKWILL Robert D, WYNE Ali, *Lee kuan Yew : the Grand Master's Insight on China, the United States, and the World*, Cambridge, MA : MIT Press, 2013, pp. 6-7.

- BLACKWILL Robert, HARRIS Jennifer, *War by other means : Geoeconomics and Statecraft*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 2016, p. 11.

- ETZIONI Amitai, *Avoiding war with China*, University of Virginia Press, 2017, 216 p.

- FRANK Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Presse Universitaires de France, 2012, 796p.

- FRENCH Howard W, *Everything Under the Heavens : how the past helps shape China's push for global power*, New York : Alfred A ; Knopf, 2017, 252p.

- HOPPER Paul, *Understanding Development*, Cambridge UK : Polity Press 2012, 304 p.

- KENNEDY Paul, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Paris : ed. Payot, 1989, 730 p.

- LEMKE Douglas, *Regions of War and Peace*, Cambridge University Press, 2004 (la 1ère ed. date de 2002), 254 p.

- ORGANSKI A. F. K, *World Politics*, New York : Knopf, 2nd ed, 1968, 509 p.

- ORGANSKI A. F. K, KUGLER Jacek, *The War Ledger*, American Political Science Association, juin 1981, pp. 13-53.

- PILLSBURY Mickael, *The hundred-year marathon : China's secret strategy to replace America as the global superpower*, New York : Henry Holt and Company, 2015, 336 p.

Articles scientifiques

- BACKER Larry Cata, « The Trans-Pacific Partnership : Japan, China, the U.S and the emerging shape of a new world trade regulatory order », *Washington University Global Law Studies Review*, janvier 2014, vol 13, no. 1, pp. 1-33.

- BHALA Raj, « TPP, American National Security, and Chinese SOEs », *World Trade Review*, octobre 2017, vol. 16, no. 4, pp. 655-671.

- BLACKWILL Robert D, RAPPLEYE Theodore, « Trump's five mistaken reasons for withdrawing from the Trans-Pacific Partnership, *Foreign Policy*, 22 juin 2017.

- CALLAHAN William A, « Dreaming as a critical discourse of national belonging: China Dream, American Dream and world dream », *Nations and Nationalism*, avril 2017, vol. 23, no. 2, pp. 248–270.

- CLINTON Hillary, « America's Pacific Century », *Foreign Policy*, 11 octobre 2011.

- COOPER Zack, « Getting Serious About Strategy in the South China Sea », *Naval War College Review*, 2018, vol. 71, no. 1, pp. 13-32.

- COURMONT Barthélemy, « La Chine, première puissance économique mondiale : et maintenant ? », *Revue internationale et stratégique*, 2015, vol. 99, no. 3, pp. 32-40.

- DANILOVIC Vesna, CLARE Joe, « Global Power Transitions and Regional Interests », *International Interactions*, juillet 2007, vol. 33, no. 3, pp. 289-304.

- DUCHATEL Mathieu, « Le rapport de force militaire », *Conflits*, dossier Chine/États-Unis, janvier – mars 2018, no. 16, pp. 50-51.

- FERDINAND Peter, « Westward ho - the China dream and 'one belt, one road': Chinese foreign policy under Xi Jinping », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, p. 941-957.

- GAUCHON Pascal, « La relation dont dépend le monde », *Conflits*, janvier 2018, vol. 16, pp. 39-42.

- HEBRON Lui, JAMES Patrick, RUDY Michael, « Testing Dynamic Theories of Conflict: Power Cycles, Power Transitions, Foreign Policy Crises and Militarized », *International Interactions*, janvier 2007, vol. 33, no. 1, pp. 1-26.

- HOSSEIN Kamrul, « The UNCLOS and the US-China Hegemonic Competition over the South China Sea », *Journal of East Asia and international law*, mars 2013, vol 6, no. 1, pp. 107-133.

- KANG Kyungkook, KUGLER Jacek, « Assessment of deterrence and missile defense in East Asia: A power transition perspective », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, pp. 280-296.

- KIM Woosang, « Rising China, pivotal middle power South Korea, and alliance transition theory », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, pp. 251-265.

- KIM Woosang, GATES Scott, « Power transition theory and the rise of China », *International Area Studies Review*, septembre 2015, vol. 18, no. 3, pp. 219-225.

- KUGLER Jacek, TAMMEN Ronald L, EFRID Brian, « Integrating theory and Policy : implications of the war in Iraq », *International Studies Review*, décembre 2004, vol. 6, no. 4, pp. 163-179.

- KUIK Cheng-Chwee, « Malaysia between the United States and China: What do weaker states hedge against? : Malaysia between the United States and China », *Asian Politics & Policy*, janvier 2016, vol. 8, no. 1, pp. 155-177.

- KUIK Cheng-Chwee, IDRIS Nor Azizan, MD NOR Abd Rahim, « The China Factor in the U.S. "Reengagement" With Southeast Asia : Drivers and Limits of Converged Hedging : The China Factor in the U.S. "Reengagement" With Southeast Asia », *Asian Politics & Policy*, juillet 2012, vol. 4, no. 3, pp. 315-344.

- LEE Ji yun, « Hedging strategies of the middle powers in East Asian security : the cases of South Korea and Malaysia », *East Asia*, mars 2017, vol. 34, no. 1, pp. 23-37.

- LEE Seung-Ook, WAINWRIGHT Joel, GLASSMAN Jim, « Geopolitical economy and the production of territory: the case of US–China geopolitical-economic competition in Asia », *Environment and Planning A: Economy and Space*, 2018, vol. 50, no. 2, pp. 416-436.

- LIFF Adam P, « China and the US alliance system », *The China Quarterly*, mars 2018, vol. 233, pp. 137-165.

- MACKENZIE John, « Face au défi économique chinois », *Conflits*, janvier 2018, no. 16, pp. 46-49.

- MORTON Katherine, « China's ambition in the South China Sea: is a legitimate maritime order possible ? », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, pp. 909-940.

- NAZET Michel, « Un face à face mondial », *Conflits*, janvier –mars 2018, no. 16, pp. 54-59.

- NAZET Michel, « L'Inde, joker américain ? », *Conflit*, janvier –mars 2018, no. 16, p. 66.

- RAUCH Carsten, « A tale of two power transitions: Capabilities, satisfaction, and the will to power in the relations between the United Kingdom, the United States, and Imperial Germany », *International Area Studies Review*, septembre 2017, vol. 20, no. 3, pp. 201-222.

- SAUNDERS Phillip C., « China's Rising Power, the U.S. Rebalance to Asia, and Implications for U.S.-China Relations », *Issues and Studies*, septembre 2014, vol. 50, no. 3, pp. 19-55.

- TAMMEN Ronald L, « The Organski Legacy: A Fifty-Year Research Program », *International Interactions*, décembre 2008, vol. 34, no. 4, pp. 314-329.

- TOW William T, LIMAYE Satu, « What's China got to do with It? U.S. alliances, partnerships in the Asia-Pacific », *Asian Politics & Policy*, janvier 2016, vol. 8, no. 1, pp. 7-26.

- XIAO Ren, « US Rebalance to Asia and responses from China's research community », *Orbis*, avril 2017, vol. 61, no. 2, pp. 238-254.

- Wu XINBO, « Cooperation, competition and shaping the outlook: the United States and China's neighbourhood diplomacy », *International Affairs*, juillet 2016, vol. 92, no. 4, p. 849-867.

- YAMAGUCHI Shinji, « Strategies of China's Maritime Actors in the South China Sea », *China Perspectives*, juillet 2016, no. 3, pp. 23-35.

- ZHAO Suisheng, QI Xiong, « Hedging and geostrategic balance of East Asian countries toward China », *Journal of Comptemporary China*, juillet 2016, vol. 25, no. 100, p. 485- 499.

Working Papers

- BERTEAU D.J, GREEN M.J. (dir.), « U.S. Force Posture Strategy in the Asia Pacific Region: An Independent Assessment », *Center for Strategic and International Studies*, 2012, pp. 50 -53.

- BRUSTLEIN Corentin, « La nouvelle posture militaire américaine en Asie », *Institut Français des Relations Internationale* (*IFRI*), 2013, pp. 53-65.

- CHANBOREY Cheunboran, « President Xi's Grand Strategic Initiatives », *Cambodian Institute for Strategic Studies*, 11 février 2016.

- CONNELLY Aaron L. (ed.), « Southeast Asian perspectives on US–China competition », *Council on Foreign Relations*, août 2017, pp. 1-25.

- COURMONT Barthélémy, « Stratégie du Pivot : clap de fin ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques* (*IRIS*), 7 novembre 2016.

- DELARUE Quentin, « Le pivot vers l'Asie : l'hégémonie américaine en jeu ? », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques* (*IRIS*), pp. 2-15.

- DENMARK Abraham, « A new era of intensified U.S.-China competition », *Wilson Center*, 4 janvier 2018.

- KERRY John F, « Remarks on the Trans Pacific Partnership », *The Wilson Center*, Washington, D.C., octobre 2016, p. 28.

- LAW Tim, « Rebalancing what, exactly ? Analysing the United States' Pacific Pivot », *Centre for Defence and Strategic Studies*, 2015.

- NIQUET Valérie, FACON Isabelle, HAUTECOUVERTURE Benjamin, BOISSEAU Sophie, BOQUERAT Gilles, HEBRARD Patrick, « Évolution des équilibres en zone Asie-Pacifique : quelles conséquences pour nos intérêts, quelles réponses et quels partenaires privilégier ? », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, octobre 2017, rapport no. 287, pp. 37-109.

- SCHNAUBELT Christopher, « The military aspects of the US rebalance to the Asia-Pacific », *Rand Corporation*, publié dans la revue *NATO and Asia-Pacific*, Forum Paper 25, pp. 39-60.

- « What does China really spend on its military ? », *China Power*, *Center for Strategic and International Studies*.

- « Is China a military superpower ? », *China Power*, *Center for Strategic and International Studies*.

- « Military expenditure by country, in constant (2016) $ », *Institut international de recherche sur la paix de Stockholm* (*SIPRI*), 2018.

Documents officiels

- *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China*, Département américain de la défense, rapport annuel au Congrès, 17 mai 2017.

- *United States–China Economic Security Review Commission*, Rapport annuel au Congrès, 2016.

- *The IP Commission Report : The report of the Commission on the theft of American intellectual Property*, Seattle : National Bureau of Asian Research, 2013.

- *U.S.-China Security Relations, and China's Cyber Activities*, U.S.-China Economic ans Security Review Commision, 2013.

- Lettre de la mission permanente chinoise aux Nations Unis au secrétaire général de l'ONU, New York, 7 mai 2009.

Article de Presse

- BANDOW Doug, « China's military rise means end of US hegemony ? », *Korea Times*, 5 mai 2009.

- BRADSHER Keith, « Amid tension, China blocks vital exports to Japan », *New York Times*, 22 septembre 2010.

- EVENO Ane, « L'économie de la Chine devant celle des États-Unis ? Une histoire d'indicateurs », *Le Monde*, 9 septembre 2014.

- FISHER Max, CARLSEN Audrey, « How China is challenging American dominance in Asia », *The New York Times*, 9 mars 2018.

- FORD John, « The Pivot to Asia was Obama's biggest mistake », *The Diplomat*, 21 janvier 2017.

- HOUEIX Romain, « Hausse du budget militaire chinois : raisonnable ou risque régional ? », *France 24*, 6 mars 2018.

- LEPLATRE Simon, « L'envolée de la dette chinoise inquiète le FMI », *Le Monde*, 16 août 2017.

- LUCE Dan, "US Shift to Asia on Track despite Budget Cuts: Admiral," *Agence France-Presse*, 6 mai 2013.

- MEIDAN Michal, « The TPP and China : The Elephant that wasn't in the room », *The Diplomat*, 15 octobre 2015.

- NAKASHIMA Ellen, « Confidential report lists U.S. weapons system designs compromised by Chinese cyberspies », *Washington Post*, 27 mai 2013.

- ROGERS Alex, "State of the Union 2015 Trade," *Time*, 21 janvier 2015.

- SCAPPATURA Vince, « L'Australie, pièce centrale du pivot américain », *Le Monde diplomatique*, févier-mars 2015.

- SCHAEFFER Frédéric, « Quand la China deviendra t-elle la première économie mondiale ?, *les Echos*, 24 novembre 2017.

- VALENCIA Mark J, « Does ASEAN support US military presence in South China Sea », *The Jakarta Post*, 2 avril 2018.

- WHYTE Leon, US-China : Mutually Assured Economic Destruction ?, *The Diplomat*, 26 mai 2015.

Ce travail étudie la dynamique de transition de puissance entre la Chine et les États-Unis. L'objectif est d'éclairer l'évolution en cours, et de donner les clés visant à comprendre les stratégies de Pékin et de Washington quand à l'évolution de la distribution relative de puissance. Ce travail adopte une perspective réaliste, et applique la théorie de la transition de puissance à l'évolution du rapport de force entre la Chine et les États-Unis, en se concentrant sur l'étude des intérêts compétitifs dans la région Asie-Pacifique.

Mots-clés : Chine, États-Unis, transition de puissance, Asie-Pacifique

Place Montesquieu, 1 bte L2.08.05, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique www.uclouvain.be/psad